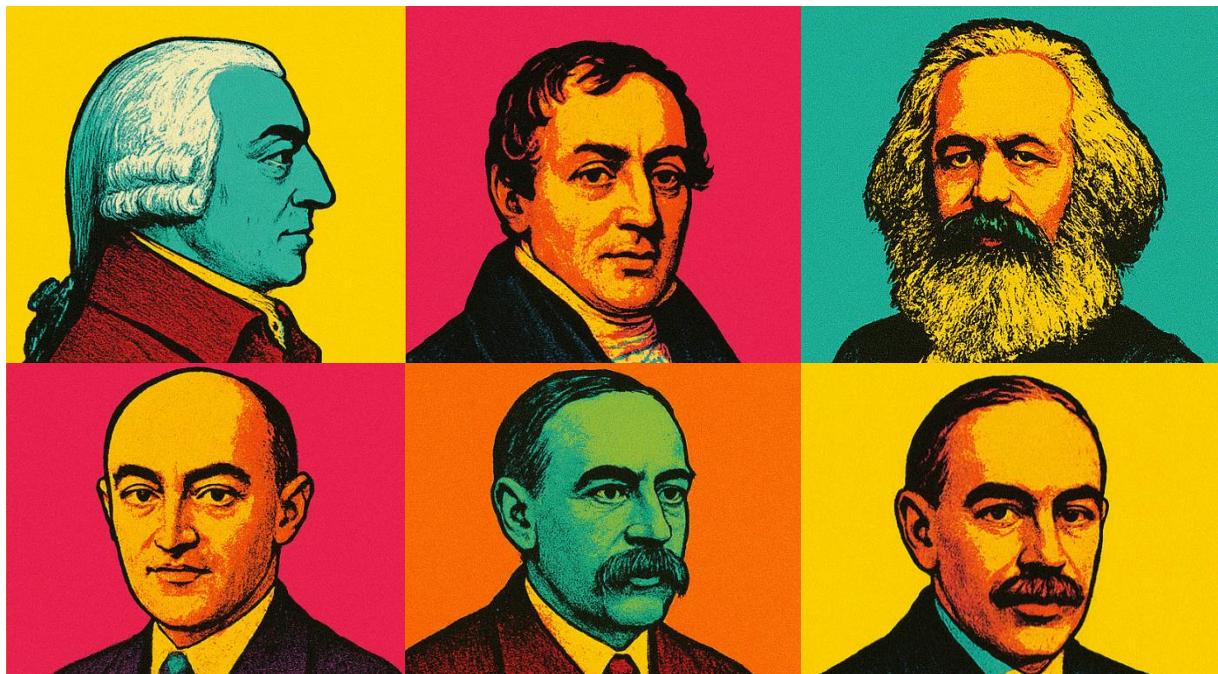


CHAPITRE 2

Histoire de la pensée économique



On présentera les grands courants de la pensée économique depuis la naissance de l'économie politique, ainsi que les filiations entre les auteurs.

Une formation d'économiste ne peut se passer d'une étude de l'histoire de la pensée économique. En effet, l'histoire de la pensée économique permet tout d'abord de se prémunir contre l'illusion de la nouveauté radicale, en résistant chaque auteur au sein d'une tradition (penser avec) ou en réaction à elle (penser contre). Ainsi, l'histoire des idées ne constitue en rien « le musée des théories dépassées »¹ : les nouvelles théories prennent leur source dans des débats relativement anciens, tombés un temps dans l'oubli. L'histoire de la pensée est là ensuite pour nous rappeler que la science économique, loi de se réduire à une technique de calcul, constitue le champ d'affrontements théoriques entre paradigmes concurrents. A quelque époque que ce soit, l'existence d'une pensée dominante n'a jamais empêché le maintien ou l'apparition d'hétéodoxies.

Dès lors, comment a évolué l'histoire de la pensée économique ?

Nous commencerons, dans la section 1, par nous intéresser aux fondations de l'économie, des précurseurs à Karl Marx. Comment les précurseurs de l'économie analysent-ils les sources de la richesse des nations ? Quels sont les désaccords dès cette époque ? En quoi les classiques vont-ils poser les premiers jalons de la science économique en cherchant à identifier les lois qui gouvernent nos économies ? Comment justifient-ils leur défense du libéralisme économique ? Sur quoi s'accordent-ils tous et quelles sont les nuances entre les différents économistes qui composent le courant classique ? En quoi la pensée de Karl Marx constitue-t-elle une rupture avec celle des économistes classiques ?

Nous poursuivrons, dans la section 2, par étudier les bases des oppositions contemporaines en commençant par les travaux de Léon Walras et en poursuivant jusqu'à nos jours. En quoi la pensée néoclassique constitue-t-elle un renouvellement de la pensée classique ? De quelle façon les néoclassiques défendent-ils le libéralisme économique ? Quelles sont les différentes écoles qui composent ce courant et en quoi se différencient-elles ? Comment John M. Keynes va-t-il révolutionner la pensée économique ? En quoi sa pensée constitue-t-elle une défense de l'interventionnisme économique ? Comment a évolué la pensée économique depuis Keynes autour de ce clivage entre libéraux et interventionnistes ?

PLAN DU CHAPITRE

SECTION 1 : DES PRECURSEURS DE L'ECONOMIE A MARX	4
I. LES PRECURSEURS : QUELLES SONT LES PREMIERES ANALYSES DES SOURCES DE LA RICHESSE DES NATIONS ?	4
A. <i>Les mercantilistes au 16e siècle</i>	4
1) Le contexte de développement du mercantilisme	4
2) Les préconisations des mercantilistes pour enrichir la nation	5
3) Intérêt et limites des réflexions mercantilistes	5
B. <i>Les physiocrates de 1750 à 1770</i>	6
1) Le contexte de développement de la physiocratie	6
2) Les thèses des physiocrates	6
3) Intérêt et limites des réflexions physiocrates	8
II. LES CLASSIQUES (1770-1870) : QUELLES SONT LES LOIS QUI GOUVERNENT NOS ECONOMIES ?	9
A. <i>Smith : les premiers jalons de la pensée classique</i>	9
1) La théorie de la valeur-travail commandée	9
2) La division du travail et la richesse des nations	9
3) La métaphore de la main-invisible et le libéralisme économique	10
B. <i>Ricardo poursuit la construction de la pensée classique</i>	10
1) La théorie de la valeur-travail incorporée	11
2) Les lois de la répartition et la théorie de l'état stationnaire	11
3) La théorie des avantages comparatifs	11
C. <i>Mathus et Say complètent l'édifice classique</i>	12
1) La loi de population de Malthus	12
2) La loi des débouchés de Say	12
II. MARX (SECONDE MOITIE DU 19 ^E) : UNE RUPTURE AVEC LA PENSEE CLASSIQUE ?	13
A. <i>Les continuités avec la pensée classique</i>	13
1) Une démarche scientifique commune	13
2) L'adhésion à la théorie de la valeur-travail	14
B. <i>Les critiques de la pensée classique</i>	14
1) Il n'y a pas de lois naturelles en économie	14
2) Au cœur de la répartition se cache l'exploitation capitaliste	14
3) Les crises sont au cœur du capitalisme jusqu'à sa disparition	14
SECTION 2 : DE WALRAS AUX CONTEMPORAINS	15
I. LES NEOCLASSIQUES (A PARTIR DE 1870) : UN RENOUVELLEMENT DE LA PENSEE CLASSIQUE ?	15
A. <i>Les continuités avec les classiques</i>	16
1) Les néoclassiques défendent le libéralisme économique	16
2) Les néoclassiques adhèrent à la loi des débouchés	16
B. <i>Les ruptures avec les classiques</i>	16
1) La révolution marginaliste	16
2) Le rejet de la théorie de la valeur-travail	16
3) L'approche microéconomique	16
C. <i>Les trois écoles néoclassiques et leurs principaux apports</i>	16
1) L'école de Lausanne : le formalisme mathématique	16
2) L'école de Cambridge : un libéralisme tempéré	17
3) L'école de Vienne : aux frontières de l'hétérodoxie	18
II. KEYNES (A PARTIR DES ANNEES 1930) : EN QUOI REVOLUTIONNE-T-IL LA PENSEE ECONOMIQUE ?	19
A. <i>Le contexte d'émergence de la pensée keynésienne</i>	19
1) La « grande dépression » des années 1930	19
2) L'échec du paradigme néoclassique	20
B. <i>Une triple rupture méthodologique avec le paradigme néoclassique</i>	21
1) Un raisonnement à court terme	21
2) L'incertitude radicale	21
3) L'approche macroéconomique	21
C. <i>Des ruptures thématiques avec le paradigme néoclassique</i>	21
1) La demande au cœur du raisonnement keynésien	21
2) La rigidité des prix à court terme et l'ajustement par les quantités	21
3) L'intervention de l'Etat dans l'économie	22
III. LA PENSEE ECONOMIQUE DEPUIS KEYNES (APRES LA 2GM) : UN RENOUVELLEMENT DES FRACTURES ?	22
A. <i>Le renouvellement keynésien : Keynes trahi ?</i>	22
1) La domination des idées keynésiennes après-guerre masque la convergence des paradigmes	22

2) Les nouveaux keynésiens à partir des années 1980 : une macroéconomie keynésienne microfondée	24
<i>B. La contre-révolution libérale à partir des années 1970</i>	<i>24</i>
1) Le contexte d'émergence de la contre-révolution libérale	24
2) Monétarisme et NEC : les deux principaux courants de la contre-révolution libérale	24
<i>C. Au-delà des clivages traditionnels</i>	<i>26</i>
1) Les hétérodoxes	26
2) La spécialisation des thèmes de recherche	26
3) Le renouvellement des approches	26
REFERENCES	28

SECTION 1 : DES PRECURSEURS DE L'ECONOMIE A MARX

Dès le XVI^e siècle, certains penseurs considérés comme des précurseurs de l'économie vont chercher à analyser les sources de la richesse des nations (I). Mais il faut attendre la fin du 18^e siècle avec les classiques pour qu'une véritable science économique voit le jour et qu'ils cherchent à mettre en évidence les lois qui gouvernent nos économies (II). La domination de ces économistes classiques jusqu'à la fin du 19^e siècle n'empêche pas certaines oppositions de se développer comme la pensée de Karl Marx (III).

I. LES PRECURSEURS : QUELLES SONT LES PREMIERES ANALYSES DES SOURCES DE LA RICHESSE DES NATIONS ?

On peut retenir deux principaux courants qui ont marqué les prémisses de l'économie : la pensée des mercantilistes qui se développe au 16^e siècle (A) et la pensée des physiocrates qui s'impose entre les années 1750 et 1770 (B).

A. *Les mercantilistes au 16e siècle*

1) Le contexte de développement du mercantilisme

Le développement du mercantilisme au XVI^e siècle s'inscrit dans un contexte historique marqué par **la Renaissance qui marque le développement des idées scientifiques**. Née en Italie au XVe siècle, la Renaissance se propage en Europe au siècle suivant. Les « humanistes » de la Renaissance (Erasme, More, Rabelais, etc.) sont à la fois des lettrés qui se consacrent à l'étude des auteurs antiques, et les propagateurs d'une conception du monde exaltant la dignité de l'homme et la liberté intellectuelle. Cette dernière est revendiquée tout particulièrement sur le terrain de l'investigation scientifique, où des découvertes comme celle de Copernic concernant le mouvement des planètes (confirmées un peu plus tard par les expérimentations de Kepler et Galilée) accréditent l'idée que l'univers est soumis à des lois que l'homme peut connaître par l'usage de la raison et le recours à l'expérimentation. Même s'ils ne rompent pas avec l'Eglise, la critique que font les humanistes de l'obscurantisme et du dogmatisme n'en remet pas moins en cause son autorité morale et intellectuelle. A partir de cela, l'influence de l'Eglise sur la société civile diminue : en France, par exemple, l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539) abolit les juridictions ecclésiastiques en même temps qu'elle remplace l'usage du latin par celui du français dans les jugements des tribunaux.

Au niveau économique, la période se caractérise par **un essor économique porté par deux éléments** :

- **Le développement du commerce extérieur** : La fin du XVe siècle est l'époque des grandes découvertes, favorisées par les progrès de l'art et de la navigation : le portugais Diaz contourne le cap de Bonne-Espérance en 1487, le Génois Colomb, à la solde de l'Espagne, découvre le « Nouveau Monde » en 1492. L'Europe, repliée sur elle-même au Moyen-Âge, se lance à la conquête du monde. Celle-ci se manifeste dès le début du XVI^e siècle par la colonisation de l'Amérique, d'abord par les Espagnols et les Portugais, bientôt suivis des Français, des Anglais et des Hollandais. Les courants d'échanges se modifient et prennent de l'ampleur : les Portugais ouvrent une nouvelle route des épices contournant l'Afrique, tandis que se développe le commerce transatlantique, qui amène en Europe des produits nouveaux (tabac, tomates, maïs, pommes de terre, etc.), mais aussi l'or et l'argent des mines du Pérou et du Mexique ; le développement des cannes à sucre aux « Isles » (les Antilles) et au Brésil donne naissance au « commerce triangulaire » Europe-Afrique-Amérique, fondé sur la traite des esclaves qui dépeuple l'Afrique occidentale et enrichit les ports européens de la façade atlantique. On a pu dire que le centre de gravité du commerce mondial se déplace de la Méditerranée vers l'Atlantique.
- **Les progrès de l'agriculture et l'industrie** : Le remplacement des jachères par un cycle continu de rotation des cultures est introduit dès le XVI^e siècle aux Pays-Bas (mais ne s'étendra pas aux autres pays avant le XVIII^e siècle). L'invention de l'imprimerie au XVe siècle suscite une nouvelle industrie très dynamique. Les techniques d'exploitation minière se perfectionnent. Sous l'effet du développement de l'industrie lainière, l'accroissement de l'élevage des moutons s'accompagne, en Angleterre, d'une première vague d'*enclosures* (mouvement de clôture des terrains communaux par les grands propriétaires). Les paysans chassés de la terre par les vagues successives d'*enclosures* du XVI au XVIII^e siècle constitueront le réservoir de main-d'œuvre dans lequel pourront puiser les manufactures pour leur développement. Jusqu'au XVIII^e siècle toutefois, ce développement est freiné par les limitations techniques qui continuent à peser sur la production. Le problème de l'insuffisance des surplus dégagés par l'agriculture, en particulier n'est pas résolu.

Au niveau politique, on assiste à **l'émergence d'un Etat centralisateur et d'une classe de marchands qui prend une importance croissante**. Le régime féodal qui dominait jusqu'alors, marqué par l'émettement du pouvoir et la prépondérance de l'aristocratie terrienne, fait place progressivement à l'Etat centralisateur. Il prend par exemple la forme d'une monarchie absolue avec dans la première moitié du XVIème siècle François Ier, Henri VIII en Angleterre, Charles-Quint en Espagne. Le développement du commerce, l'abondance monétaire provoquée par l'afflux des métaux précieux américains favorisent, entre autres, la montée en puissance de la classe des marchands (terme qui, à l'époque, englobe généralement les manufacturiers, armateurs et banquiers). Cette nouvelle classe des marchands a l'appui du pouvoir royal qui s'appuie dessus pour financer la politique royale, devenue fort coûteuse parce qu'elle repose sur l'entretien d'une armée permanente. En même temps, cette classe investit progressivement les structures de l'Etat.

2) Les préconisations des mercantilistes pour enrichir la nation

On ne peut pas parler d'école mercantiliste au sens strict car il existe plusieurs mercantilismes nationaux. C'est Eli Heckscher², spécialiste du commerce international, qui invente le terme en 1931. On doit à l'économiste autrichien Joseph A. Schumpeter³ la distinction entre plusieurs mercantilismes nationaux.

- **Le bullionisme espagnol, notamment porté par Luiz Ortiz qui associe la richesse de la Nation à la quantité d'or détenue sur le territoire.** Le bullionisme renvoie au mot anglais « Bullion » qui signifie « lingot ». Ce courant mercantiliste suppose que les métaux précieux, et particulièrement la quantité d'or détenue, constituent la richesse par excellence en raison de leur caractère impérissable. Dès lors, il faut importer de l'or et éviter d'en exporter. Le Royaume d'Espagne, qui avait missionné Christophe Colomb pour la découverte du « Nouveau Monde », peut développer ses pratiques bullionistes en exploitant l'or et autres métaux précieux de l'Amérique.
- **L'industrialisme français, notamment porté par Antoine de Montchrestien⁴ et appliqué par Jean-Baptiste Colbert, qui défend les manufactures face à la concurrence étrangère pour accroître la richesse de la Nation.** Antoine de Montchrestien préconise le développement des manufactures pour pouvoir produire en France et exporter plutôt que d'importer. Pour ce faire, il défend l'idée d'un protectionnisme temporaire pour aider les industries françaises à lutter « contre les vautours étrangers qui viennent en France et aspirent la substance du peuple ». Il s'agit par exemple d'interdire les importations de biens manufacturés. Il estime qu'il faut également s'appuyer sur les corporations car le travail y est qualifié et la production de qualité. Enfin, il est favorable à la colonisation pour importer des matières premières des colonies et aider la production nationale. Jean-Baptiste Colbert fut aussi l'un des principaux représentants de l'industrialisme français (à tel point qu'on parle parfois de « colbertisme français »). Ministre du Roi Louis XIV entre 1661 et 1683, il a mis en place une politique douanière, réglementaire et manufacturière favorable au développement de l'artisanat et de l'industrie française (soutien financier au développement des manufactures royales spécialisées dans le luxe comme la manufacture des Gobelins dans la tapisserie, réglementation stricte destinée à renforcer la qualité des produits, etc). Le colbertisme a posé les bases d'une tradition interventionniste française. Une autre figure de ce courant est **Jean Bodin**⁵.
- **Le commercialisme britannique favorable à la libéralisation des échanges commerciaux pour enrichir la Nation via le commerce, notamment maritime.** Il faut que le Royaume-Uni dispose d'un monopole du transport maritime britannique pour s'enrichir pour deux raisons. D'une part, ce monopole doit permettre le contrôle du commerce extérieur et de favoriser les marchands britanniques. D'autre part, les navires britanniques doivent servir d'intermédiaire dans les transactions marchandes européennes. Les mercantilistes britanniques apparaissent comme les plus « libéraux » des trois courants mercantilistes : ils sont favorables à la libéralisation des échanges commerciaux de manière à ce qu'un grand nombre de marchandises transitent par leurs ports pour s'enrichir. Ce libéralisme a influencé le courant classique britannique au XVIIIème siècle (Adam Smith et David Ricardo) qui militait pour une ouverture des échanges commerciaux.

3) Intérêt et limites des réflexions mercantilistes

Les réflexions développées par les auteurs mercantilistes présentent plusieurs intérêts.

- **Une pensée sécularisée** : alors que les auteurs jusqu'au Moyen-Âge traitaient des questions économiques sous l'angle de la morale divine, les mercantilistes proposent une économie politique (le terme apparaît pour la première fois chez Antoine de Montchrestien⁵) sécularisée au sens où ils réfléchissent aux moyens efficaces

pour accroître la puissance politique du royaume par le biais de la puissance économique. Leurs œuvres prennent souvent la forme de « recettes » suggérées au souverain (ainsi l'ouvrage de Montchrestien, dédié au roi, le jeune Louis XIII et à la reine-mère, Marie de Médicis).

- **Les premiers pas de la macroéconomie** : sur le plan de la théorie économique, même si à l'époque le terme n'existe pas, les mercantilistes proposent un début de réflexion macroéconomique. C'est notamment le cas de Jean Bodin⁶, considéré comme le précurseur de la théorie quantitative de la monnaie, mais aussi de Thomas Mun⁶ qui cherche à mesurer le niveau des importations et des exportations par le biais de la balance commerciale.
- **Interventionnisme économique** : L'Etat doit, selon les mercantilistes, intervenir dans l'économie pour défendre l'économie nationale et faire en sorte que les marchands et le souverain s'enrichissent. Ils défendent ainsi l'interventionnisme économique. John M. Keynes⁷ leur rendra d'ailleurs hommage.

Néanmoins, la pensée mercantiliste comporte des **limites**. D'ailleurs, les auteurs qualifiés de « mercantilistes » sont extrêmement divers et ce n'est qu'a posteriori qu'ils ont été regroupés ensemble, par des économistes qui généralement nourrissaient des **intentions polémiques** à l'égard de ceux qu'ils regroupaient sous cette étiquette. En particulier, l'économiste écossais Adam Smith⁸, introduit le terme « système mercantile » pour dénoncer ce qu'il considère comme les dangereuses confusions de la majorité de ses prédecesseurs. En effet, les mercantilistes associent richesse et monnaie ce qui sera invalidé par la suite.

B. Les physiocrates de 1750 à 1770

1) Le contexte de développement de la physiocratie

Le développement de l'école physiocrate entre 1750 et 1770 s'inscrit dans un contexte historique marqué par le développement des thèses économiques libérales. Le libéralisme économique est une doctrine économique qui considère que l'économie est régie par des mécanismes naturels et que, pour son bon fonctionnement, il ne doit pas être mis d'obstacle au jeu de ses mécanismes. Autrement dit, la régulation par le marché où interagissent des agents individuels souverains est la meilleure modalité de gestion de l'économie et ne doit pas être perturbée par une intervention de l'Etat. Le libéralisme économique ne doit pas être confondu avec le libéralisme politique qui est une doctrine qui accorde la primauté aux libertés individuelles et aux droits civiques. Les idées économiques libérales vont se développer en Angleterre à l'appui notamment de la philosophie du droit naturel de John Locke mais aussi particulièrement en France.

Sur le plan économique, la situation française apparaît critique ce qui est attribué aux **méfaits du colbertisme en particulier sur l'agriculture**. Depuis la mort de Colbert, on assiste à une crise financière qui masque en réalité une crise profonde de l'agriculture. En effet, désireux d'attirer l'or de l'étranger, Colbert avait axé sa politique sur un développement de notre production manufacturière et grâce à ses encouragements, l'industrie et le commerce avaient pris sous son ministère un rapide essor. Les mesures protectionnistes de Colbert, qui s'étaient accompagnées d'une politique de bas prix pour les produits agricoles et d'une réglementation stricte de leur circulation, avaient favorisé l'industrie et le commerce au détriment de l'agriculture. La politique de Colbert se situait dans le cadre de la lutte pour la suprématie commerciale que la France avait engagée avec ses deux grandes rivales : la Hollande et l'Angleterre. Elle ne pouvait réussir qu'autant que l'agriculture pouvait supporter les charges qui lui étaient imposées, et que dans la mesure où les guerres entreprises contre nos rivaux réussissaient à nous ouvrir le marché extérieur. Or, dès après la guerre de Hollande (1672-1678) qui se solde par un échec sur le plan économique, il apparaît que la France a perdu la partie. Le marché extérieur nous échappe tandis que les conditions météorologiques défavorables, jointes à des charges trop lourdes, mettent l'agriculture dans une situation critique.

2) Les thèses des physiocrates

A la différence du mercantilisme, la physiocratie est une école de pensée fortement structurée autour notamment de son chef de file François Quesnay, qui place l'agriculture au cœur de la richesse. Le terme de physiocratie, forgé par Dupont de Nemours, provient de la fusion de deux mots grecs : *physis*, la nature et *kratos*, la puissance. La physiocratie a dominé politiquement entre les années 1750 et 1770.

François Quesnay⁹, **médecin de formation, représente le fonctionnement de l'économie sous la forme d'un circuit au sein duquel circulent des flux monétaires entre trois classes.** Il baptise ce circuit le « zic-zac » pour son allure faites de lignes brisées qui s'entrecroisent. Les trois classes représentées sont :

- **La classe des propriétaires** qui inclut les propriétaires des terres, le souverain et le clergé
- **La classe productive** composée des agriculteurs
- **La classe stérile** « composée de tous les citoyens employés à d'autres services et d'autres travaux que l'agriculture ». Concrètement, il s'agit des artisans, des commerçants, des manufacturiers, etc.

Dans cette conception, seule l'agriculture est créatrice de richesses. Cette thèse de Quesnay repose sur l'idée que l'agriculture multiplie les matières (on plante un grain de blé, on reçoit un épis), alors que les activités manufacturières ne font que la transformer (le blé transformé en farine puis en pain). Ainsi, seule la classe productive est en mesure de créer des richesses à la différence des deux autres classes et surtout de la classe stérile. Dans son exemple, la classe productive produit pour 5 milliards de livres de produits et dépense pour sa production 3 milliards avec 2 milliards pour la reconstitution des « avances annuelles » (sorte de « consommations intermédiaires ») et 1 milliard pour les « intérêts des avances primitives » (sorte d'amortissement). Pour Quesnay, la classe productive génère donc un « produit net » annuel de 2 milliards de livres puisqu'il s'agit de la différence entre la valeur de la production et le coût de la reconstitution des avances. Ce « produit net » est reversé aux propriétaires. Les propriétaires ne réalisent aucun produit net, puisque leur richesse ne provient que des revenus versés par la classe productive. De même, la classe stérile ne réalise aucun produit net.

Document 1 : Le tableau économique de Quesnay

Formule du tableau économique Reproduction totale : 5 milliards																																			
	AVANCES annuelles de la classe productive	REVENU Pour les propriétaires des terres et le souverain																																	
Sommes qui servent à payer le revenu et les intérêts des avances primitives	2 milliards	2 milliards																																	
	1 milliard	1 milliard																																	
	1 milliard	1 milliard																																	
	1 milliard	1 milliard																																	
Dépenses des avances	2 milliards																																		
		Total 2 milliards dont la moitié est retenue par cette classe pour les avances de l'année suivante																																	
Total	5 milliards																																		
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Emplois</th> <th>CLASSE PRODUCTIVE</th> <th>Ressources</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Reconstitution des avances annuelles</td> <td>2 mds</td> <td>Production 3 mds dont 1 mds à verser aux propriétaires (1md)</td> </tr> <tr> <td>Intérêts des avances primitives</td> <td>1md</td> <td>- ventes à la classe stérile (2 mds)</td> </tr> <tr> <td>Revenu versé aux propriétaires</td> <td>2 mds</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Emplois</td> <td>CLASSE STERILE</td> <td>Ressources</td> </tr> <tr> <td>Achats à la classe productive</td> <td>2 mds</td> <td>Ventes à la classe des propriétaires 1md</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Ventes à la classe productive 1md</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td>Ventes à la classe stérile 1md</td> </tr> <tr> <td>Emplois</td> <td>PROPRIETAIRES</td> <td>Ressources</td> </tr> <tr> <td>Achats à la classe productive</td> <td>1md</td> <td>Revenu 2 mds</td> </tr> <tr> <td>Achats à la classe stérile</td> <td>1md</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>			Emplois	CLASSE PRODUCTIVE	Ressources	Reconstitution des avances annuelles	2 mds	Production 3 mds dont 1 mds à verser aux propriétaires (1md)	Intérêts des avances primitives	1md	- ventes à la classe stérile (2 mds)	Revenu versé aux propriétaires	2 mds		Emplois	CLASSE STERILE	Ressources	Achats à la classe productive	2 mds	Ventes à la classe des propriétaires 1md			Ventes à la classe productive 1md			Ventes à la classe stérile 1md	Emplois	PROPRIETAIRES	Ressources	Achats à la classe productive	1md	Revenu 2 mds	Achats à la classe stérile	1md	
Emplois	CLASSE PRODUCTIVE	Ressources																																	
Reconstitution des avances annuelles	2 mds	Production 3 mds dont 1 mds à verser aux propriétaires (1md)																																	
Intérêts des avances primitives	1md	- ventes à la classe stérile (2 mds)																																	
Revenu versé aux propriétaires	2 mds																																		
Emplois	CLASSE STERILE	Ressources																																	
Achats à la classe productive	2 mds	Ventes à la classe des propriétaires 1md																																	
		Ventes à la classe productive 1md																																	
		Ventes à la classe stérile 1md																																	
Emplois	PROPRIETAIRES	Ressources																																	
Achats à la classe productive	1md	Revenu 2 mds																																	
Achats à la classe stérile	1md																																		

Dans le détail, on observe :

- La classe productive produit pour 5 milliards de livres. Les agriculteurs en gardent deux milliards pour reconstituer leurs « avances annuelles », c'est-à-dire les matières premières, les produits consommés par les travailleurs, le fourrage consommé par le bétail nécessaires à la production. Les agriculteurs vendent 1 milliard aux propriétaires et 2 milliards à la classe stérile. La recette de 3 milliards obtenus permet en retour aux

agriculteurs d'acheter pour 1 milliard de biens destinés à compenser l'usure du matériel que Quesnay appelle « les intérêts des avances primitives » et de verser 2 milliards de revenus aux propriétaires des terres sur lesquelles ils cultivent.

- La classe des propriétaires dépense les 2 milliards reçus l'année précédente des agriculteurs en 1 milliard auprès de la classe productive et 1 milliard auprès de la classe stérile. Les propriétaires reçoivent à nouveau les 2 milliards de la part des agriculteurs qu'ils pourront dépenser l'année suivante.
- La classe stérile dépense son avance monétaire de 1 milliard en achat de produits agricoles, qu'elle transforme en produits manufacturés et vend aux propriétaires. Elle récupère ainsi 1 milliard. Elle recommence une deuxième fois l'opération, les produits manufacturés étant vendus cette fois à la classe productive.

Le libéralisme économique préconisé par Quesnay est donc en totale contradiction avec les préconisations interventionnistes des mercantilistes.

- Il préconise un abandon des politiques protectionnistes mises en place sous Colbert pour favoriser la libre circulation des produits agricoles. Ainsi, Turgot, qui fut contrôleur général des finances de Louis XVI, recommanda au Roi de gouverner avec des « lois générales » et de ne pas interférer dans le commerce du grain. En 1763 est décidé la libre circulation du blé en France puis en 1764 la libre exportation du blé.
- Il préconise de baisser la fiscalité sur l'agriculture en particulier. En effet, il ne faut pas taxer les produits agricoles car cela empêche la reconstitution des avances et condamne la production au déclin.

3) Intérêt et limites des réflexions physiocrates

Les thèses physiocrates vont marquer l'histoire de la pensée économique à plusieurs titres.

- Les physiocrates dépassent la confusion établie par les mercantilistes entre richesse et monnaie.
- La physiocratie constitue le premier courant à défendre le **libéralisme économique**. D'ailleurs, Adam Smith sera influencé par François Quesnay qu'il rencontrera lors d'un voyage en France.
- Le « tableau économique » de François Quesnay constitue la première tentative de **circuit économique**, vision au cœur de la comptabilité nationale et de la macroéconomie.

Néanmoins, il existe plusieurs limites à cette approche.

- **L'idée que seule l'agriculture est productrice de richesses est remise en cause par la révolution industrielle** où le développement des manufactures génère de la croissance économique. En dehors de la réflexion économique, cette thèse est également remise en question par la découverte de Lavoisier sur la conservation de la masse dans les années 1770 : « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ». En fait, l'agriculture, pas plus que l'industrie, ne multiplie la matière.
- Il y a une **absence de profit dans le tableau économique de Quesnay**. Le revenu qui revient aux propriétaires est en fait une rente foncière et non un profit. Le circuit économique décrit de ce point de vue un capitalisme sans profit. Sans profit, le tableau ne permet pas de penser l'accumulation du capital et la croissance.

II. LES CLASSIQUES (1770-1870) : QUELLES SONT LES LOIS QUI GOUVERNENT NOS ECONOMIES ?

Les économistes classiques sont considérés comme les premiers « vrais » économistes car ils cherchent à mettre en évidence les lois qui gouvernent nos économies. Nous les étudierons à partir des grandes figures de ce courant : Adam Smith (A), David Ricardo (B), Thomas R. Malthus et Jean-Baptiste Say (C).

A. Smith : les premiers jalons de la pensée classique

Document 2 : Biographie d'Adam Smith

Adam Smith (1723-1790) est né en 1723 en Ecosse. Fils d'un douanier mort six mois avant sa naissance, doté d'un physique disgracieux, et bête : « Rien d'autre n'est beau en moi que mes livres », répétait-il à ses visiteurs quand il était adulte. Après des études brillantes à Glasgow et Oxford, il obtient à 27 ans la chaire de logique puis de philosophie morale à l'université de Glasgow. Enseignant très apprécié de ses étudiants pour ses théories libérales (influencées par les philosophes des « Lumières », Voltaire et Hume surtout) et pour son excentricité, il publie en 1759 l'ouvrage qui le rend célèbre *La théorie des sentiments moraux*. Il y développe l'idée que chacun, dans ses comportements et ses jugements moraux, recherche l'approbation dans le regard des autres, la « sympathie ». Devenu précepteur du fils d'un homme politique important, il entreprend avec son élève entre 1764 et 1766 un voyage d'initiation en France qui le fait rencontrer des philosophes comme Voltaire, mais surtout François Quesnay, chef de file de l'école physiocrate en économie, dont les idées influenceront fortement son œuvre en particulier celle que l'économie repose sur un « ordre naturel » que l'Etat ne doit pas perturber en empêcher le « laisser faire » et le « laisser passer ». A son retour, Smith se consacre à la rédaction d'un traité d'économie qu'il intitule *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* et qui paraît en 1776. Très rapidement traduit dans les principales langues européennes, il est considéré comme le livre fondateur de l'économie comme discipline distincte de la philosophie ou de l'« art de gouverner ». On lui propose une chaire prestigieuse mais il refuse, demandant un poste de douanier, comme son père, et de porter l'uniforme de son demi-frère, décédé entre temps. On le voit errer dans les rues d'Edimbourg, de plus en plus excentrique, jusqu'à son décès en 1790 à l'âge de soixante-sept ans.

1) La théorie de la valeur-travail commandée

Smith¹⁰ cherche à déterminer selon quels principes se détermine la valeur des marchandises en distinguant la valeur d'usage de la valeur d'échange. L'analyse de la valeur consiste à rechercher comment se déterminent les prix relatifs des marchandises sur un marché concurrentiel, c'est-à-dire le prix d'une marchandise par rapport à celui d'une autre marchandise. Reprenant la distinction opérée par Aristote¹¹, Smith souligne que chaque marchandise a deux valeurs : une valeur d'usage qui correspond à son utilité et une valeur d'échange qui est liée à son pouvoir d'acheter d'autres marchandises, autrement dit son prix. Son objectif va être d'expliquer comment se détermine cette valeur d'échange.

Smith rejette l'utilité comme fondement de la valeur d'échange. Il prend en cela le contre-pied de certains de ses contemporains comme le philosophe français Condillac¹². Il pense réfuter cette théorie avec son célèbre paradoxe de l'eau et du diamant qui vise à montrer que la valeur d'échange d'une marchandise est sans rapport à son utilité. Il écrit : « Rien n'est plus utile que l'eau, mais elle ne permet d'acheter presque rien. Un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur d'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises ».

Pour Smith, la valeur d'échange d'une marchandise dépend de la quantité de travail d'autrui qu'elle permet d'obtenir en échange : c'est la théorie de la valeur-travail commandée. Plus une marchandise permet d'acheter sur le marché une quantité de travail importante et plus sa valeur d'échange sera grande. Le prix naturel d'un bien est le reflet de sa valeur d'échange. Il souligne que le prix de marché réellement observé gravite autour de ce prix naturel sur un marché concurrentiel.

2) La division du travail et la richesse des nations

Smith considère que la richesse des nations est le fruit de la division du travail, c'est-à-dire à la fois de l'organisation de la société en différents métiers spécialisés (la division sociale du travail) et de la division des tâches au sein des unités de production (la division technique du travail) sur laquelle il insiste particulièrement. L'exemple donné par Smith, devenu traditionnel, est celui de la manufacture d'épingle. Un ouvrier, accomplissant seul toutes les opérations

nécessaires à leur fabrication, n'en produirait qu'un nombre très faible en une journée. Mais si ces opérations sont réparties entre plusieurs travailleurs, leur production quotidienne est infiniment plus élevée. Autrement dit, la division du travail permet d'augmenter de manière considérable la « puissance productive du travail » et donc les richesses.

Smith souligne que la division du travail n'est possible qu'à condition qu'il y ait un échange et dépend de la taille du marché. En effet, il est possible de se spécialiser dans un métier parce qu'il est possible d'échanger pour obtenir le bien que l'on ne produit pas. Et plus le marché est de grande taille, plus il est possible et efficace de diviser le travail. Il écrit : « Si le marché est très petit, personne ne sera encouragé à s'adonner entièrement à une seule occupation, faute de pouvoir trouver à échanger tout le surplus du produit de son travail qui excédera sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail d'autrui qu'il voudrait se procurer ».

Smith défend également la spécialisation à l'échelle internationale au travers de sa théorie des avantages absolus. Selon celle-ci chaque pays doit se spécialiser en fonction de son avantage absolu, c'est-à-dire la production pour laquelle il est le plus efficient. La spécialisation internationale permet alors un gain à l'échange pour les deux pays qui peuvent acquérir plus de marchandises.

3) La métaphore de la main-invisible et le libéralisme économique

Au travers de sa métaphore de la « main invisible » Smith défend ardemment le libéralisme économique. Selon cette métaphore, les individus, exclusivement par leur intérêt personnel, se comportent sur un marché concurrentiel dans un sens conforme à l'intérêt général. Il écrit : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de leur propre intérêt. Nous ne nous en remettons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ». Autrement dit, le marché concurrentiel permet de façon décentralisée et involontaire de satisfaire l'intérêt général.

Il défend ainsi une conception de l'Etat qui :

- **Se centre sur ses missions d' « Etat-gendarme ».** Cette expression désigne une intervention de l'Etat se limitant à assurer les fonctions régaliennes traditionnelles (armée, justice, police).
- **Limite ses interventions dans l'économie** pour ne pas perturber le bon fonctionnement du marché concurrentiel. En particulier, Smith est favorable au libre-échange et s'oppose aux mesures protectionnistes qui entravent la libre circulation des marchandises entre pays. Il ne faut pas pour autant en conclure que Smith s'oppose à toute intervention de l'Etat dans l'économie. Il reconnaît par exemple la nécessité pour l'Etat de prendre en charge les grandes infrastructures publiques et l'école.

B. Ricardo poursuit la construction de la pensée classique

Document 3 : biographie de David Ricardo

David Ricardo (1772-1823) naît le 18 avril 1772 à Londres, peu après que sa famille a émigré des Pays-Bas vers l'Angleterre. Troisième enfant d'une fratrie qui en comptera 17, il manifeste une précocité et une indépendance d'esprit exceptionnelles. Dès l'âge de quatorze ans, son père l'initie aux rouages de la finance en le prenant sous sa coupe, à la Bourse de Londres. Mais bientôt, il s'éloigne de sa famille et s'installe comme courtier à son compte. Il a alors 21 ans. Et c'est un peu par hasard, en 1799, alors qu'il prend du repos dans la station de Bath, qu'il commence à se piquer d'économie politique en lisant les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith. Dès lors, il n'aura de cesse d'approfondir ces analyses, en lisant notamment les ouvrages de Jean-Baptiste Say et de Robert Malthus. Ses talents d'agent de change lui permettent de faire fortune et de ne plus se consacrer qu'à l'écriture et à la vie politique (en 1819, il achète un siège au parlement britannique comme pair). Après avoir notamment publié un *Essai sur le haut prix des lingots* (1811), il fait paraître le livre majeur qui le conduira à la postérité : *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817). Ricardo a su mettre au service de ses positions politiques des raisonnements d'une grande rigueur méthodologique, notamment lors de son combat contre les *Corn laws*, lois protectionnistes sur le blé. Ironie de l'histoire, Ricardo ne parviendra pas, de son vivant, à voir aboutir ses idées : il s'éteint en 1823, mais les *Corn laws* ne seront abrogées qu'en 1846. Mais son ouvrage de 1817 pose les bases de toute l'analyse classique, dominante jusque dans les années 1870, ainsi que des écrits de Marx.

1) La théorie de la valeur-travail incorporée

Dans ses grandes lignes, Ricardo¹³ reprend la théorie de la valeur-travail de Smith. Il opère néanmoins une distinction entre deux types de biens :

- Les biens reproductibles que le travail permet de reproduire sans limite et qui recouvrent la majorité des biens. Selon lui, le prix de ces biens est déterminé par leur valeur d'échange elle-même liée au travail.
- Les biens non reproductibles que le travail ne permet pas de reproduire sans limite, tels que les vins d'une qualité extraordinaire par exemple, et qui sont minoritaires. Selon lui, le prix de ces biens est déterminé par leur valeur d'usage liée à leur rareté.

La théorie de la valeur-travail de Ricardo repose sur la quantité de travail incorporé et non commandé. Pour lui, la valeur d'échange d'une marchandise reflète sa difficulté de production. Elle est exprimée en quantité de travail, direct et indirect (incorporé dans les machines), que cette production requiert.

2) Les lois de la répartition et la théorie de l'état stationnaire

Pour Ricardo, l'objet central de l'économie politique est la question de l'origine de la répartition des revenus. Il écrit dans son avant-propos : « Déterminer les lois de la répartition, voilà le principal problème en économie politique ».

Pour Ricardo, le revenu est réparti entre trois classes sociales :

- **La classe des propriétaires fonciers qui reçoit la rente.** La rente correspond à la différence entre le coût moyen de production de chaque propriétaire terrien et le prix de vente.
- **La classe des ouvriers qui fournit le travail et reçoit le salaire.** Pour Ricardo, le salaire qui se fixe sur le marché gravite autour du salaire naturel qui correspond à la valeur des biens de consommation nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille.
- **La classe des capitalistes qui contrôlent le capital productif et qui reçoit le profit.** Le taux de profit varie nécessairement en raison inverse du taux de salaire naturel.

Pour Ricardo, la dynamique de la répartition des revenus, avec l'accroissement de la population, conduit l'économie vers un état stationnaire. En effet, un accroissement de la population entraîne la mise en culture de terres de moins en moins fertiles. En conséquence, les coûts de production augmentent. Cela provoque ainsi l'augmentation de la rente des propriétaires fonciers mais aussi du salaire naturel celui-ci étant directement lié au prix des denrées agricoles. A l'inverse, les profits des capitalistes diminuent. Comme le taux de profit constitue le motif de l'accumulation du capital, sa baisse va conduire à partir d'un certain moment à l'arrêt de l'investissement. L'économie tend alors vers un état stationnaire c'est-à-dire une croissance nulle. Il souligne néanmoins que le progrès technique et le commerce international peuvent permettre de reculer cette perspective. C'est pourquoi il militera toute sa vie pour l'abolition des Corn Laws, lois protectionnistes sur le blé, qui ne sera réalisé qu'en 1846. En effet, l'importation de blé produit dans des pays où il coûte moins cher permet d'abaisser le salaire naturel et donc la conservation des profits.

3) La théorie des avantages comparatifs

Ricardo reprend l'idée de Smith les pays ont intérêt à se spécialiser et à participer au commerce international qui procure des gains à l'échange. Il milite ainsi pour le libre-échange.

Sa théorie des avantages comparatifs permet de dépasser Smith en montrant que tous les pays ont intérêt à participer au commerce international y compris ceux qui n'ont aucun avantage absolu mais seulement un avantage comparatif. Pour le démontrer, il prend l'exemple de deux pays, la Grande-Bretagne et le Portugal qui produisent chacun du vin et du drap, le Portugal possédant un avantage absolu dans les deux productions. Le tableau suivant résume la situation avant l'échange international.

Document 4 : Modèle de Ricardo avant échange international

	Grande-Bretagne	Portugal
Coût de production (en heures de travail)	1 unité de vin = 120h 1 unité de drap = 100h	1 unité de vin = 80h 1 unité de drap = 90h
Prix relatifs	1 vin = 1,2 drap 1 drap = 0,83 vin	1 vin = 0,88 drap 1 drap = 1,125 vin

Pour fabriquer une unité de vin et une unité de drap, la Grande-Bretagne utilise une quantité de travail supérieure à celle du Portugal (220h au lieu de 170). Mais si, pour le vin, son désavantage relatif est important (le Portugal utilise 33h de travail en moins), pour le drap, la différence est moindre (le Portugal utilise 10h de travail en moins). Ricardo affirme alors que la Grande-Bretagne doit se spécialiser dans le drap (elle abandonne donc la production de vin) et le Portugal dans le vin (il abandonne la production de drap). Après spécialisation, les deux pays échangent leurs produits. Si l'Angleterre exporte son drap au Portugal, elle obtiendra 1,125 unité de vin, contre 0,83 seulement chez elle. Si le Portugal exporte son vin en Angleterre, il obtiendra 1,2 unité de drap, contre seulement 0,88 chez lui. Au niveau mondial, il y a donc gain à l'échange. Avant spécialisation, chaque pays obtenait 1 unité de vin et 1 unité de drap. Après spécialisation, le Portugal obtient 1 unité de vin et 1,2 unité de drap et la Grande-Bretagne 1 unité de drap et 1,125 unité de vin. Soit, au niveau mondial, un gain de 0,2 unité de drap et 0,125 unité de vin. Selon cette théorie des avantages comparatifs, chaque pays a donc intérêt à se spécialiser dans son avantage comparatif c'est-à-dire là où il est relativement le plus efficient ou relativement le moins inefficient.

C. Mathus et Say complètent l'édifice classique

1) La loi de population de Malthus

Document 4 : biographie de Thomas R. Malthus

Thomas R. Malthus (1767-1832) est un pasteur et économiste anglais, auteur de l'*Essai sur le principe de population* (1798), d'une *Enquête sur la nature et le progrès de la rente* (1815) et de *Principes d'économie politique* (1820). Rendu célèbre par son *Essai*, il fut nommé en 1804 professeur d'histoire et d'économie politique à l'East India College. Il fut l'ami de Ricardo, avec qui cependant il était en désaccord sur de nombreux points.

La loi de population de Malthus¹⁴ met en évidence un décalage entre l'accroissement de la population et celle des subsistances à l'origine d'une misère inhérente à tout système économique. En effet, la population tend à s'accroître selon une progression géométrique alors que les subsistances s'accroissent selon une progression arithmétique. Autrement dit, il part d'un constat pour lui évident qui est que les surfaces cultivables s'additionnent alors que les bouches à nourrir se multiplient. Ainsi, les sociétés humaines sont condamnées selon lui à une surpopulation et à la pauvreté. Celle-ci conduit à une régulation « naturelle » : la hausse de la mortalité mais aussi la baisse de la natalité, les mariages tardifs et le célibat.

Selon Malthus, l'Etat ne doit pas soutenir les plus démunis. C'est pour cette raison qu'il s'oppose en 1795 à l'application des *Poor Laws* destinées à venir en aide aux nécessiteux en Grande-Bretagne. En effet, dans sa perspective, toute augmentation du niveau de vie entraîne un accroissement démographique qui accroît la surpopulation et la pauvreté. Il écrit : « On peut donc dire qu'en quelque sorte ces lois créent les pauvres qu'elles entretiennent ».

2) La loi des débouchés de Say

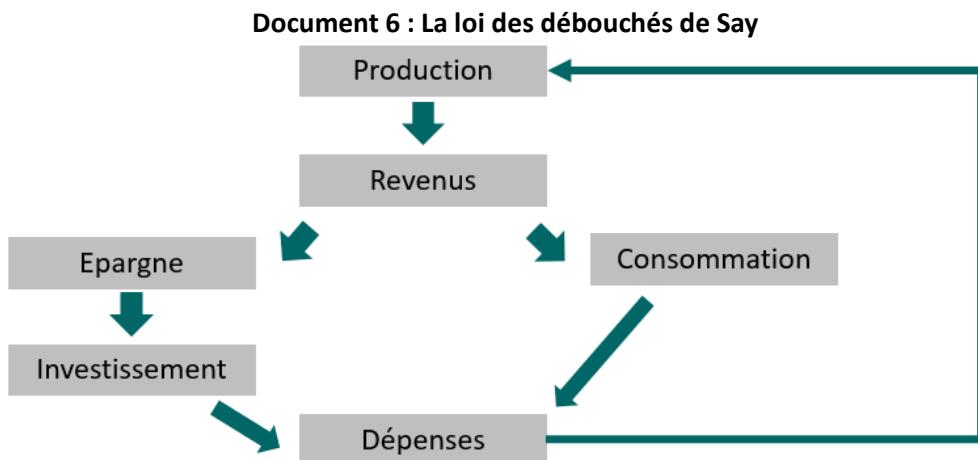
Document 5 : biographie de Jean-Baptiste Say

Jean-Baptiste Say (1766-1834) est un industriel et économiste français auteur d'un *Traité d'économie politique* (1803), d'un *Catéchisme d'économie politique* (1815) et d'un *Cours complet d'économie politique pratique* (1830). Employé dans une compagnie d'assurances, puis gérant d'une usine de filature de coton, il enseigna, après la chute de Napoléon (auquel l'opposait ses convictions libérales), l'économie politique au Conservatoire des arts et métiers, puis au Collège de France. Say se présente lui-même comme le disciple d'Adam Smith même si plusieurs éléments l'en distingue.

Dans sa loi des débouchés, Jean-Baptiste Say¹⁵ formule que « toute offre créée sa propre demande ». Autrement dit, toute production donne lieu à une distribution de revenus d'égale valeur qui sont ensuite intégralement dépensés. Elle implique que toute crise de surproduction généralisée est impossible.

Cette affirmation repose sur plusieurs hypothèses :

- **Toute l'épargne est investie** : ce qui est épargné est en fait dépensé par d'autres agents (les investisseurs qui empruntent auprès des épargnantes). L'épargne constitue donc une vertu, puisqu'elle permet d'investir c'est-à-dire de financer des moyens de production supplémentaires.
- **La monnaie n'est qu'un intermédiaire des échanges** : la monnaie n'est pas demandée pour elle-même mais pour les biens et services qu'elle permet de se procurer. C'est pourquoi, dès qu'un individu a vendu un produit, « il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, pour que la valeur de l'argent ne chôme pas non plus ».



Notons que Malthus est l'un des seuls classiques à ne pas adhérer à la loi des débouchés de Say : il croît en l'existence de potentielles crises de surproduction liée à une insuffisance de la demande.

II. MARX (SECONDE MOITIE DU 19^E) : UNE RUPTURE AVEC LA PENSEE CLASSIQUE ?

Si les classiques dominent la pensée économique jusqu'à la fin du 19^e siècle, cela n'empêche pas des contestations. La plus marquante est celle de Karl Marx. Pour autant, ce dernier est parfois considéré comme le dernier des classiques. Nous verrons donc d'abord les continuités avec les classiques (A) avant d'analyser les points de rupture (B).

Document 7 : biographie de Marx

Fils d'un avocat de Trèves, Marx (1818-1883) fait des études de philosophie et de droit à Bonn puis à Berlin. En 1841, il est reçu docteur en philosophie. A l'origine discipline du philosophe allemand Hegel, ses idées l'empêchent d'obtenir un poste de professeur, et il s'oriente vers le journalisme. Il s'installe à Paris où il réfléchit aux problèmes concrets de la transformation de la société. Adhérant au communisme, il fréquente les cercles d'ouvriers où il fait la rencontre de Friedrich Engels et ses idées le conduisent à être expulsé de France en 1845. Tous deux se réfugient à Bruxelles et publient notamment une œuvre militante *Le Manifeste du Parti Communiste* (1848). De nouveau expulsé pour ses idées et sa participation aux événements révolutionnaires de l'époque, il se réfugie à Londres où il se fixe définitivement. Il consacre alors l'essentiel de son temps à l'organisation du mouvement ouvrier et à l'économie politique. En 1867, il publie le premier tome de son ouvrage principal *Le Capital*. Il meurt en 1883 et Engels publiera après sa mort les tomes 2 et 3 du *Capital* en 1885 et 1894.

A. Les continuités avec la pensée classique

1) Une démarche scientifique commune

Marx¹⁶ entend procéder, comme les classiques, à une analyse scientifique de la société visant à en déceler les lois de fonctionnement. C'est d'ailleurs à Marx que l'on doit le terme d' « économie classique » en opposition aux économistes

« vulgaires » qui renvoient aux utopies socialistes développées par Proudhon et Fourrier dans la première moitié du XIX^e siècle. Cette posture scientifique réunit donc Marx et les classiques libéraux. On doit donc distinguer le Marx théoricien qui publie *Le Capital* en 1867 du Marx militant qui publie avec Engels *Le Manifeste du Parti Communiste* en 1848 même si bien sûr il n'y a pas de contradiction entre les deux. C'est cette dimension militante qui conduira d'ailleurs à alimenter la méfiance des spécialistes de l'économie.

2) L'adhésion à la théorie de la valeur-travail

Dans le prolongement de Ricardo, Marx reprend la théorie de la valeur-travail incorporée et place au cœur de son analyse la répartition du revenu entre classes sociales. Ainsi, la force de la théorie marxiste pour l'époque est de s'appuyer sur les concepts mêmes des classiques pour remettre en cause leurs conclusions.

B. Les critiques de la pensée classique

1) Il n'y a pas de lois naturelles en économie

Selon Marx, il n'y a pas de lois naturelles en économie, elles s'inscrivent dans un cadre historique précis. L'économie décrite par les classiques présente le fonctionnement de l'économie de marché qui n'a rien de naturel pour Marx mais renvoie à une organisation sociale spécifique de la production : le capitalisme. Celui-ci est un mode de production parmi d'autres, fondé sur la propriété privée des moyens de production et le rapport salarial, succédant au mode de production antique (fondé sur l'esclavage), au mode de production médiéval (fondé sur le servage) et auquel succédera le communisme, stade ultime et fin de l'Histoire. Ainsi, selon lui, l'économie politique classique relève de l'idéologie.

2) Au cœur de la répartition se cache l'exploitation capitaliste

Marx adhère à la théorie de la valeur-travail mais distingue le travail et la force de travail.

- Le travail est inhérent à l'espèce humaine. Il constitue une puissance créatrice qui se manifeste dans tous les systèmes sociaux.
- La force de travail est la mise en œuvre du travail dans des conditions déterminées et pour un temps déterminé.

Dans les économies capitalistes, la force de travail est une marchandise comme une autre qui a une valeur d'usage et une valeur d'échange.

- **La valeur d'usage de la force de travail** correspond à la richesse créée par le travailleur grâce à sa force de travail.
- **La valeur d'échange de la force de travail** correspond à la quantité de travail socialement nécessaire, compte-tenu des conditions de production à un moment donné, pour produire cette force de travail. Or, celle-ci correspond à la valeur des biens de consommation qui permettent à l'ouvrier de reproduire sa force de travail. C'est donc un salaire de subsistance.

Marx met alors au jour comment les capitalistes exploitent les travailleurs en s'accaparant une partie de la richesse qu'ils créent : c'est la plus-value. En effet, les capitalistes ne versent aux travailleurs qu'un salaire de subsistance qui correspond à la valeur d'échange de la force de travail et qui est sans rapport avec la richesse créée par le travailleur qui correspond à la valeur d'usage de la force de travail. La différence entre cette valeur d'usage et cette valeur d'échange est appelé plus-value (ou surtravail ou travail impayé) et est accaparée par le capitaliste.

Le taux d'exploitation mesure l'intensité de l'exploitation capitaliste. Il s'agit du rapport entre la plus-value (pl) et le travail qu'il appelle capital variable (v) : pl/v. Il exprime le rapport de la valeur extorquée au travailleur à la valeur des biens de subsistance nécessaires à la reproduction de la force de travail. Pour accroître ce taux, le capitaliste dispose de deux moyens : accroître l'efficacité du travail (accroissement de la plus-value relative) ou accroître le temps de travail (accroissement de la plus-value absolue).

3) Les crises sont au cœur du capitalisme jusqu'à sa disparition

Pour produire, les capitalistes mobilisent deux types de capital dans le langage marxiste :

- **Le capital variable (v)** qui correspond aux sommes avancées par le capitaliste pour acheter la force de travail.
- **Le capital constant (c)** qui correspond aux sommes avancées par le capitaliste pour l'achat de biens de production durables (les machines, les outils) et de matières premières.

Dans la logique capitaliste, la plus-value est réinvestie dans du capital constant ce qui génère une baisse du taux de profit. Il écrit : « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes ». Cette accumulation s'accompagne d'un changement dans la composition organique du capital (c/v) : la part du capital constant dans la production augmente au détriment du capital variable. En conséquence, le taux de profit tend à diminuer tendanciellement dans la mesure où seul le travail, donc le capital variable, crée de la valeur.

Document 8 : Le taux de profit chez Marx

	Plus-value
Taux de profit =	<hr/>
	Capital variable (V) + Capital constant (C)
	Plus-value
Taux de profit =	<hr/>
	Composition organique du capital (C/V)+ 1

Cette baisse tendancielle du taux de profit est à l'origine de crises cycliques dans le système capitaliste qui débouchent à terme sur la crise du système capitaliste lui-même.

- Les crises cycliques dans le système capitaliste : La substitution du capital constant au capital variable entraîne le développement d'un chômage de masse et l'apparition d'une « armée industrielle de réserve » qui permet de perpétuer le capitalisme en faisant pression à la baisse sur les salaires. Le développement du chômage entraîne une crise de surproduction sur le marché des biens de consommation qui provoque une baisse des prix qui engendre alors une baisse du taux de profit. En conséquence, on observe la faillite des plus petites entreprises et un processus de concentration industrielle. L'Etat, au main de la classe bourgeoise, relance alors les dépenses publiques pour limiter la crise des débouchés
- La crise du système capitaliste : Pour Marx, le capitalisme ne peut que disparaître du fait de la loi de baisse tendancielle du taux de profit. Le communisme remplace alors le capitalisme comme mode de production caractérisé par l'appropriation collective des moyens de production, la disparition de l'Etat (après une phase de dictature du prolétariat) et de la monnaie. Cette crise du capitalisme peut néanmoins être retardée par : l'armée industrielle de réserve qui limite la baisse du taux de profit et le progrès technique qui permet d'abaisser le coût des machines.

SECTION 2 : DE WALRAS AUX CONTEMPORAINS

L'économie moderne naît à la fin du 19^e siècle avec le courant néoclassique. Celui-ci vient renouveler la pensée classique tout en défendant toujours le libéralisme (I). Ce libéralisme est néanmoins contesté à partir des années 1930 avec la « révolution keynésienne » (II). Depuis, la pensée économique s'est renouvelée autour de cette fracture mais aussi au-delà de cette opposition centrale (III).

I. LES NEOCLASSIQUES (A PARTIR DE 1870) : UN RENOUVELLEMENT DE LA PENSEE CLASSIQUE ?

Le courant néoclassique qui émerge à partir des années 1870 présente à la fois des continuités avec les classiques (A) mais aussi des ruptures (B) qu'il ne faut pas négliger. Il est composé de trois écoles dont nous présenterons les principaux apports (C).

A. *Les continuités avec les classiques*

1) Les néoclassiques défendent le libéralisme économique

Comme les classiques, les néoclassiques sont des partisans du **libéralisme économique**. En effet, le marché concurrentiel sur lequel les individus prennent leurs décisions pour satisfaire leur intérêt personnel permet d'atteindre une situation optimale grâce à la parfaite flexibilité des prix. On retrouve ici l'idée déjà présente dans la métaphore de la « main invisible » d'Adam Smith.

Dès lors, **l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être la plus limitée possible** pour ne pas perturber le bon fonctionnement du marché concurrentiel. Là encore, l'Etat doit se centrer sur ses missions régaliennes (Etat-gendarme) mais l'Etat doit aussi intervenir si le marché n'est pas concurrentiel et si le marché concurrentiel est défaillant. Toute autre intervention de l'Etat n'est pas souhaitable dans cette perspective.

2) Les néoclassiques adhèrent à la loi des débouchés

Les néoclassiques adhèrent également à la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say selon laquelle « toute offre créée sa propre demande ». Ainsi, dans la pensée néoclassique, toute crise de surproduction est impossible. C'est ce qui conduira Keynes à réunir classiques et néoclassiques sous la même étiquette : les « klassiques ».

B. *Les ruptures avec les classiques*

1) La révolution marginaliste

La pensée néoclassique marque une réelle rupture dans l'histoire de la pensée économique. On parle d'ailleurs de « révolution marginaliste ». En effet, ils introduisent le **raisonnement « à la marge »** c'est-à-dire que le cœur de leur analyse repose sur l'étude de la réaction des agents économiques à une infime variation.

2) Le rejet de la théorie de la valeur-travail

Les néoclassiques **rejetent la théorie de la valeur-travail des classiques**. Selon eux, ce n'est pas la quantité de travail qui détermine la valeur d'échange d'une marchandise. Il s'agit ici d'une rupture majeure avec les classiques même si Jean-Baptiste Say peut, à cet égard, apparaître comme un précurseur.

3) L'approche microéconomique

Les néoclassiques se distinguent également par leur **approche microéconomique**. Ils se centrent donc sur l'analyse du comportement d'un **agent individuel** parfaitement rationnel et maximisateur - **l'homo-oeconomicus** – pour en déduire les phénomènes économiques.

C. *Les trois écoles néoclassiques et leurs principaux apports*

1) L'école de Lausanne : le formalisme mathématique

L'école de Lausanne se caractérise par son formalisme mathématique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle certaines œuvres resteront relativement confidentielles de leur vivant.

Elle a été fondée par le français Léon Walras¹⁷ dont les principaux apports sont :

- **La théorie de la valeur utilité-rareté** qui va s'imposer chez tous les économistes. Selon eux, la valeur d'échange d'un bien est déterminée par son utilité marginale c'est-à-dire le surcroît de satisfaction lié à une variation à la marge de la quantité consommée. Or, plus le bien est rare, plus la consommation d'une unité supplémentaire procure un surcroît de satisfaction. A l'inverse, si le bien est abondant, la consommation d'une unité supplémentaire ne procurera pas un important surcroît de satisfaction. C'est ce qui amène Léon Walras à proposer une nouvelle solution au paradoxe de l'eau et du diamant : si l'eau a une utilité forte par rapport au diamant, son utilité marginale est faible. En effet, du fait de son abondance, les individus ne sont pas prêts à payer un prix élevé

pour se la procurer. En revanche, l'utilité marginale d'un diamant, du fait de sa rareté, est élevée, même si son utilité totale est moindre que celle de l'eau.

- **La théorie de l'équilibre général** selon laquelle une situation d'équilibre général est possible et stable. Autrement dit, il existe un système de prix qui égalise l'offre et la demande simultanément sur tous les marchés. Par ailleurs, il existe des mécanismes permettant automatiquement le retour à l'équilibre lorsque l'économie s'en éloigne.

Document 9 : biographie de Walras

Léon Walras (1834-1900), fondateur de l'école de Lausanne, est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands économistes de tous les temps. Fils et disciple de l'économiste français Auguste Walras (1800-1866) qui fut l'un des pionniers de l'application des mathématiques à l'étude des questions économiques, Léon Walras fut élève de l'Ecole des Mines, journaliste et devint professeur d'économie politique à l'université de Lausanne (Suisse). Considéré aujourd'hui comme un des plus grands économistes de tous les temps, Walras fut pendant longtemps largement méconnu, singulièrement dans son pays. Son principal ouvrage *Principes d'économie pure* a été publié en 1874.

L'économiste italien **Vilfredo Pareto**¹⁸ lui succédera. Son principal apport est d'avoir défini l'optimum. **L'optimum de Pareto** correspond à une situation où il n'est pas possible d'améliorer l'utilité d'un agent sans dégrader celle d'au moins un autre agent. Elle correspond ainsi à une situation où les ressources sont employées de la façon la plus efficace possible. En revanche, l'optimum de Pareto ne signifie en rien que ces ressources sont équitablement réparties entre les différents agents.

Document 10 : biographie de Pareto

Economiste et sociologue italien, Vilfredo Pareto (1848-1923) reçoit une formation d'ingénieur à l'université polytechnique de Turin qui le conduira à soutenir une thèse sur les corps solides. Il travaille ensuite dans les chemins de fer, puis la sidérurgie. S'intéressant ensuite à l'économie, il reprendra la chaire de Léon Walras à Lausanne en 1893. Il publie en 1906 son *Manuel d'économie politique* (1906). A partir de 1907, il cesse d'enseigner l'économie et se consacre entièrement à la sociologie. A la fin de sa vie, il se rallie au régime fasciste de Mussolini, qui le fait nommer sénateur du royaume d'Italie.

2) L'école de Cambridge : un libéralisme tempéré

L'école de Cambridge en Angleterre a été fondée par Stanley Jevons¹⁹. Elle se caractérise par son **libéralisme tempéré** c'est-à-dire que les économistes de Cambridge adhèrent au libéralisme économique mais élargissent les interventions légitimes de l'Etat dans l'économie à certaines situations particulières.

Cette école a été particulièrement marquée par les travaux **d'Alfred Marshall**²⁰, successeur de Stanley Jevons. Voici ses principaux apports.

- Il renouvelle la théorie de la valeur en opérant un **rapprochement entre la théorie de la valeur-travail des classiques et la théorie de la valeur utilité-rareté des néoclassiques**. En effet, selon lui, ces deux théories ne sont pas incompatibles : « *il serait tout aussi raisonnable de discuter sur le point de savoir si c'est la lame supérieure ou la lame inférieure d'une paire de ciseaux qui coupe un morceau de papier que de se demander si la valeur est déterminée par l'utilité ou par le coût de production* ». Selon lui, **en courte période**, ce sont essentiellement les conditions de la demande qui influencent le prix d'un bien, puisque les capacités de production sont données. C'est alors la perspective néoclassique qui s'impose. Mais il ajoute qu'**en longue période**, c'est le coût de production qui est déterminant dans la détermination de la valeur. L'angle de l'offre adoptée par les classiques anglais doit donc être privilégiée.
- Il a jeté les bases de **l'analyse des marchés en équilibre partiel** qui revient à étudier l'égalité de l'offre et de la demande sur un marché indépendamment des autres marchés (« toutes choses égales par ailleurs »). Cette approche, différente de celle proposée par Léon Walras, permet de simplifier l'analyse du fonctionnement des marchés et est largement utilisée en micro-économie. Elle servira de support à la mise en évidence des gains à l'échange sur un marché concurrentiel au travers du concept de **surplus**.

Document 11 : Biographie d'Alfred Marshall

Après des études scientifiques, l'anglais Alfred Marshall (1842-1924) est d'abord professeur de mathématiques au Saint John's College. Après un passage par Oxford, il obtient en 1884 la chaire d'économie politique à Cambridge, où il a notamment comme élève Keynes. Son approche est volontairement moins mathématiques que celle de Walras, il souhaitait notamment que ses ouvrages, en particulier ses *Principes d'économie politique* (1906), soient « lus par des hommes d'affaires ».

L'école a également été marquée par un autre successeur : **Arthur C. Pigou**²¹, considéré comme le fondateur du courant de l'économie du bien-être. Son principal apport est d'avoir mis en évidence l'existence de **défaillances du marché (market failure)** qui viennent légitimer l'intervention de l'Etat dans l'économie en dehors de ses fonctions régaliennes. En présence de défaillance du marché, l'allocation des ressources par le marché est impossible ou non optimale ce qui légitime l'intervention de l'Etat pour améliorer la situation. Les défaillances de marché sont des situations où, pour des raisons techniques, l'allocation des ressources par le marché concurrentiel est impossible ou pas optimale. Il ne faut pas en déduire pour autant que Pigou ne défend pas, à l'instar des néoclassiques, le libéralisme économique. En dehors de ces situations de défaillances de marché, l'intervention de l'Etat n'est pas souhaitable.

Document 12 : Biographie de Pigou

On connaît peu de choses sur la vie d'Arthur C. Pigou (1877-1959). Un temps surnommé « le maître de Cambridge », il fut quelque peu marginalisé après la sortie de la *Théorie générale* de Keynes. Il est considéré comme le fondateur de l'économie du bien-être suite à la publication de son ouvrage *Economie du bien-être* (1920) et ses thèses continuent d'inspirer les économistes et les gouvernants, notamment en matière environnementale.

3) L'école de Vienne : aux frontières de l'hétérodoxie

L'école de Vienne a été fondée par Carl Menger²². L'école de Vienne se démarque par son **rejet de tout formalisme mathématique**. C'est ce qui en fait une école spécifique aux frontières du courant néoclassique. On qualifie même parfois ses auteurs **d'hétérodoxes** c'est-à-dire d'économistes inclassables.

Cette école a été marquée par les travaux de **Joseph A. Schumpeter**²³. Le principal apport de Schumpeter provient de son analyse de l'innovation et de ses effets sur la dynamique du capitalisme. Les innovations correspondent à l'application industrielle et commerciale d'une invention. Dans sa perspective, ce sont les innovations qui arrivent par « grappe » qui produisent les grandes fluctuations économiques qui caractérisent nos économies capitalistes dans un mouvement de **destruction-créatrice**. Ces innovations sont le fruit d'**entrepreneurs-innovateurs**, véritables héros, motivés par le profit. Le développement de la grande entreprise le laissait craindre la disparition du capitalisme sous l'effet de la routinisation de l'activité d'innovation.

Document 13 : Biographie de Schumpeter

Economiste autrichien, Joseph A. Schumpeter (1881-1950) s'est installé aux Etats-Unis à partir de 1932. Elève à l'université de Vienne, il devient lui-même professeur d'université en 1909. Il est brièvement ministre des Finances de son pays en 1919, avant de poursuivre sa carrière universitaire à l'étranger. En 1932, il devient professeur à l'université de Harvard, et restera aux Etats-Unis jusqu'à sa mort. Son œuvre est très hétérogène puisqu'il s'est intéressé à l'histoire de la pensée économique, au processus de croissance, à l'avenir du capitalisme...

Un autre économiste marquera ce courant d'une manière complètement différente de Schumpeter. Il s'agit de **Friedrich Hayek**²⁴ qui sera un ardent défenseur de l'ultra-libéralisme. Son analyse repose sur la distinction entre les « ordres spontanés » et les « ordres artificiels ». Un « ordre spontané » est un système qui permet de régir les éléments qui le constituent d'une manière auto-générée, décentralisée et qui émerge spontanément. Pour lui, les « ordres spontanés » ont une supériorité sur les « ordres artificiels » pour gérer les systèmes complexes en général, et la société en particulier, car l'information circulant de manière imparfaite, les organisations, comme l'Etat, ne peuvent être efficaces pour réguler une société dans son ensemble. C'est pourquoi, le marché est le seul moyen efficace pour coordonner la masse considérable d'informations des sociétés complexes.

Document 14 : Biographie de Hayek

Né en Autriche, Friedrich Hayek (1899-1992) a servi durant la Première Guerre mondiale ce qui a, selon ses dires, influencé sa pensée. Naturalisé britannique en 1938, il passa la majeure partie de sa vie académique à la London School of Economics puis enseigna à l'université de Chicago et en Allemagne et en Autriche à la fin de sa carrière. En avril 1947, il cofonde la Société du Mont-Pèlerin, association internationale d'intellectuels désireux de promouvoir le libéralisme. Il en est président de 1947 à 1961 et y reste très influent jusqu'à sa mort. Ses analyses sur les crises et les cycles économiques lui ont valu le Prix Nobel d'économie en 1974.

II. KEYNES (A PARTIR DES ANNEES 1930) : EN QUOI REVOLUTIONNE-T-IL LA PENSEE ECONOMIQUE ?

Avec ses travaux, Keynes va remettre en cause la domination de la pensée néoclassique, à tel point que l'on parle de « révolution keynésienne ». Cette révolution intervient dans un contexte particulier (A) et repose sur une triple rupture méthodologique (B) à l'origine de ruptures thématiques importantes (C) avec le courant néoclassique.

Document 15 : Biographie de Keynes

Fils de l'économiste britannique John Neville Keynes, John Maynard Keynes fait lui-même des études d'économie à Cambridge, où il est l'élève d'Alfred Marshall, dont il critiquera par la suite les analyses. A l'issue de ses études, Keynes mène une triple carrière de haut fonctionnaire, de professeur d'économie et de financier.

Après des débuts à l'India Office, il devient en 1909 chargé de cours à Cambridge et, en 1911, rédacteur en chef de l'*Economic Journal*. Il est appelé pendant la Première Guerre mondiale au Trésor, qui en 1919 le délègue à la conférence de la paix ; Keynes démissionne de celle-ci pour marquer son opposition aux réparations imposées à l'Allemagne, qui selon lui ne peuvent qu'appauvrir l'Europe tout entière et y développer les antagonismes (*Les conséquences économiques de la paix*, 1919). Parallèlement à ses cours d'économie et à une activité éditoriale importante, Keynes se lance dans les affaires, où il fait rapidement fortune ; spéculateur heureux, Keynes est aussi un théoricien de l'incertain (*Traité sur les probabilités*, 1921).

Au cours des années 1920, il s'oppose à la politique consistant à restaurer la convertibilité-or de la livre sterling à son taux d'avant-guerre et dont les effets déflationnistes sont selon lui à l'origine de l'important chômage que connaît, dès cette période, la Grande-Bretagne (*La réforme monétaire*, 1923). Les deux ouvrages principaux de Keynes (le *Traité sur la monnaie* de 1931 et la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de 1936) sont publiés dans le contexte de la crise économique internationale ouverte en 1929. Par-delà les différences méthodologiques importantes, ces deux ouvrages témoignent de la rupture de Keynes avec l'économie qu'il appelle « classique » (Klassique pour nous). Cette rupture, fondée sur une conception hétérodoxe de la monnaie elle-même reliée au problème de l'incertitude, l'amène à interpréter la crise et le chômage massif des années trente comme le résultat d'une insuffisance de la demande globale de biens et services. Keynes, favorable à l'économie de marché, en tire la conclusion que le bon fonctionnement de celle-ci nécessite une certaine intervention de l'Etat.

A la fin des années trente, la popularité de ses idées devient très grande et fait de lui une sorte d'économiste officiel en Grande-Bretagne. Il devient directeur de la Banque d'Angleterre et est anobli. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il explique comment combattre les tensions inflationnistes résultant de l'effort d'armement (*Comment financer la guerre*, 1940), et le gouvernement britannique le charge d'élaborer un projet de reconstruction du système monétaire international ; le « plan Keynes », qui prévoit la création d'une véritable banque centrale mondiale émettant une monnaie internationale (le « bancor »), est supplanté, en 1944 à la conférence de Bretton Woods, par le projet américain (plan White), qui aboutit à un système faisant du dollar le pivot des relations monétaires internationales. Keynes meurt peu après (1946), mais l'influence de ses idées n'en est qu'à ses débuts...

A. Le contexte d'émergence de la pensée keynésienne

1) La « grande dépression » des années 1930

La pensée keynésienne émerge dans le contexte de la crise de 1929, d'une ampleur et d'une durée inhabituelle, déclenchée par le krach boursier aux Etats-Unis du jeudi 24 octobre 1929. Les manifestations de la crise sont d'une nature classique : chute de la production, montée du chômage, baisse des prix (particulièrement pour les produits de base), contraction des échanges internationaux. Mais elles sont d'une ampleur et d'une durée inhabituelle : en quatre ans la production industrielle mondiale (URSS exclue) recule du tiers et reste, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, inférieure à son niveau de 1929. La crise de 1929 n'atteint pas tous les pays à l'identique. Très violente aux Etats-Unis

et en Allemagne, elle est plus atténuée, mais aussi plus durable en France. La Grande-Bretagne est un cas un peu à part, car la situation économique y était mauvaise dès les années vingt. Le Japon, et *a fortiori* l'URSS dont la production industrielle double de 1928 à 1932, semblent ignorer la crise, mais l'évolution économique de ces deux pays est liée à des changements politiques majeurs : début de l'expansion militaire japonaise et premier plan quinquennal soviétique. Les pays que l'on ne désignait pas encore sous le terme générique de « Tiers-monde » sont durement touchés par l'effondrement des cours des matières premières. Dans un premier temps la plupart des gouvernements, habitués à des crises passagères, ne réagissent guère. Leur attitude change à partir du début des années trente, au vu de l'ampleur des dégâts. Mais les réactions se font en ordre dispersé, chacun essayant de rejeter les effets de la crise sur ses voisins : le protectionnisme douanier devient systématique, et il s'accompagne souvent de « dévaluations de combat » visant à obtenir des gains de compétitivité par la manipulation du taux de change, ou de politiques de déflation poursuivant le même objectif par la baisse forcée des prix intérieurs. Aggravant le recul des échanges internationaux, ces politiques approfondissent la crise.

Document 16 : Quelques indicateurs sur la crise de 1929

1) La crise aux États-Unis					2) L'extension internationale de la crise				3) Évolution du produit intérieur brut : comparaison de quelques pays (indices en volume, base 100 en 1913)					
	1929 (base)	1932	1937	1938		1929 (base)	1932	1937	1938		1921	1929	1932	1938
Cours des actions à New York	100	20	75	50	Production industrielle	100	64	104	93	Source : SDN.				
Volume de la production industrielle	100	54	92	72	Production de produits de base	100	94	110	108					
dont biens d'équipement	100	27	86	52	Commerce international	100	75	97	89					
Prix à la consommation	100	75*	84	82										
Prix de gros industriels	100	63	92	85										
Prix de gros agricoles	100	47	84	65										
Taux de chômage	5 %	23 %	10 %	12 %										

Sources : annuaires SDN ; Maddison, *Economic Growth in the West* (1964) ; Robertson, *History of the American Economy*. Données reproduites in Guillaume P., Delfaud P., *Nouvelle histoire économique* (Armand Colin, 1978), et Gazier B., *La crise de 1929* (PUF, 1983).

2) L'échec du paradigme néoclassique

Cette crise constitue un défi pour les économistes libéraux : les mécanismes autorégulateurs qu'ils invoquent traditionnellement pour justifier la non-intervention de l'Etat semblent grippés. C'est en particulier le cas pour le marché du travail : jusque-là les poussées de chômage semblaient se résorber rapidement sous l'effet d'une baisse de salaire réel (salaire nominal corrigé des variations du niveau des prix), censée favoriser l'embauche ; par contre, la persistance d'un chômage massif pendant les années trente témoigne d'un déséquilibre profond et durable du marché du travail.

Pour les libéraux, cette situation résulte de la diminution du caractère concurrentiel des marchés, et notamment du marché du travail. Dès 1925, cette thèse avait été soutenue par le Français Jacques Rueff²⁵ à propos de la Grande-Bretagne. Dans ce pays en effet, après la crise de 1921, le chômage était resté à un niveau anormalement élevé, et Rueff expliquait ce phénomène par la puissance des syndicats britanniques et l'existence d'un système d'indemnisation du chômage alors sans équivalent dans les autres pays : il en résultait selon lui une rigidité à la baisse des salaires nominaux qui, dans un contexte de baisse des prix, impliquait une hausse des salaires réels défavorable à l'emploi. En 1931, dans un article significativement intitulé « L'assurance chômage : cause du chômage permanent », Rueff reprend cette argumentation, et d'autres économistes libéraux, tels les Britanniques Arthur-C. Pigou²⁶ et Lionel Robbins²⁷ développent peu après des analyses voisines. Pour eux, le chômage est « volontaire », car l'emploi pourrait se développer si les travailleurs acceptaient des salaires réels plus faibles.

Néanmoins, cette thèse libérale se heurte à un obstacle de taille : alors qu'elle préconise un retour à la libre concurrence, ce sont apparemment les pays où l'Etat intervient largement dans l'économie qui surmontent le mieux les effets de la crise. Véritable anomalie pour les libéraux, ce phénomène s'explique par contre aisément dans l'optique keynésienne qui renoue avec une thèse autrefois développée par Malthus : l'insuffisance de la demande.

B. Une triple rupture méthodologique avec le paradigme néoclassique

Keynes opère une triple rupture avec le paradigme néoclassique ce qui a justifié le terme de « révolution keynésienne ». L'économiste américain Paul Samuelson écrira en 1988 : « *la révolution keynésienne est l'évènement le plus important de la science économique au XXe siècle* ».

1) Un raisonnement à court terme

Keynes raisonne à court terme quand les économistes néoclassiques privilégient le long terme. Sans doute pressé par l'urgence de la situation de la Grande dépression, Keynes écrit : « *à long terme, nous serons tous morts* ». Cette citation empreinte d'ironie signifie que certes à long terme les mécanismes du marché peuvent permettre de sortir d'une crise mais à court terme il en est incapable ce qui **justifie l'intervention de l'Etat au travers de politiques conjoncturelles**.

2) L'incertitude radicale

Pour Keynes, les agents raisonnent en situation « d'incertitude radicale » alors que pour les néoclassiques il n'y aucune incertitude. On doit à l'économiste **Frank Knight**²⁸ d'avoir **distingué le risque et l'incertitude**. Le risque désigne une situation où les possibilités de l'avenir sont connues et probabilisables. Par opposition, l'incertitude désigne une situation où l'on ignore tout cela. Knight distingue donc des situations risquées (où la distribution de probabilité des cas possibles est connue) des situations incertaines (où les cas possibles ne sont même pas connus). Or, selon Keynes, l'avenir est radicalement incertain et non probabilisable. Dans ce contexte, les décisions des agents sont fondées sur une part d'instinct, de peur, etc (les « esprits animaux ») mais aussi sur leurs anticipations (positives ou négatives) de l'avenir.

3) L'approche macroéconomique

Keynes rejette l'approche microéconomique des néoclassiques et adopte un raisonnement macroéconomique. Selon lui, il n'y a pas de pont (« **no bridge** ») entre l'échelle individuelle et l'échelle collective. La somme des comportements individuels ne permet pas d'expliquer les phénomènes globaux. Par exemple, si un producteur a intérêt individuellement à baisser les salaires pour réduire ses coûts, si tous les producteurs agissent ainsi, le niveau de la demande qui va s'adresser aux entreprises va diminuer ce qui va réduire l'activité des producteurs. L'échelle de compréhension des acteurs économiques n'est plus au niveau individuel, mais collectif à travers les agrégats de la comptabilité nationale. C'est pourquoi, il substitue à l'approche néoclassique de l'équilibre une approche fondée sur le circuit où se succèdent des opérations économiques interdépendantes.

C. Des ruptures thématiques avec le paradigme néoclassique

1) La demande au cœur du raisonnement keynésien

Keynes place la demande au cœur de son raisonnement et non l'offre contrairement aux néoclassiques. En effet, il conçoit l'activité économique comme un circuit où se succèdent des opérations économiques interdépendantes et dont le point de départ est la demande effective. La demande effective correspond au niveau de la demande anticipée par les entrepreneurs. Elle correspond donc aux anticipations des entreprises en termes de consommation et d'investissement. Ce sont ces anticipations qui vont déterminer le niveau de production des entreprises et donc le niveau de l'emploi.

2) La rigidité des prix à court terme et l'ajustement par les quantités

Pour Keynes les prix sont rigides à court terme et les ajustements sur les marchés s'opèrent par les quantités. Contrairement à la perspective néoclassique, il rejette l'idée d'une parfaite flexibilité des prix à court terme. En conséquence, en cas de déséquilibre sur les marchés, il n'y a pas hausse ou baisse des prix mais ajustement par les quantités. Si l'offre est supérieure à la demande sur un marché, alors il y aura baisse de la production et non baisse des prix. Si, à l'inverse, la demande est supérieure à l'offre sur un marché, alors y aura hausse de la production et non hausse des prix tant que les capacités de production ne sont pas pleinement utilisées.

3) L'intervention de l'Etat dans l'économie

Keynes rejette la loi des débouchés et ses hypothèses. Il peut exister, selon lui, des crises de surproduction. Il saluera ainsi les idées de Thomas R. Malthus²⁹. Selon lui, rien ne garantit en effet que l'épargne égalise l'investissement car les décisions d'épargner et d'investir dépendent de variables indépendantes (voir chapitre 1). Par ailleurs, il remet en cause l'idée que la monnaie n'est qu'un simple intermédiaire des échanges. Pour lui, la monnaie peut être demandée pour elle-même. Cette rupture le distingue des classiques et des néoclassiques entre lesquels il existe une nette continuité selon lui, à tel point qu'il les associe au sein d'un même courant que l'on qualifie de « klassique ».

Ainsi, pour Keynes, l'économie peut être en situation d'équilibre de sous-emploi. L'équilibre de sous-emploi correspond à une situation où il existe un équilibre entre l'offre et la demande sur le marché des biens et services mais un déséquilibre sur le marché du travail. En effet, rien ne garantit que le niveau de la demande effective se situe au niveau de plein-emploi. Si les entrepreneurs ont des anticipations pessimistes sur l'avenir, le niveau de production qui découle de la demande effective ne permettra effectivement pas d'embaucher toute la main-d'œuvre disponible.

Afin de lutter contre l'équilibre de sous-emploi, Keynes prône l'intervention de la main visible de l'Etat et rompt avec le libéralisme économique. Dès lors que le marché n'assure plus de lui-même la réalisation du plein-emploi, il revient à l'Etat providence de relancer l'activité. Keynes remet donc en cause les frontières de l'intervention étatique jusqu'à établies par les néoclassiques : l'Etat doit stimuler la demande par des politiques conjoncturelles (monétaire et budgétaire).

III. LA PENSEE ECONOMIQUE DEPUIS KEYNES (APRES LA 2GM) : UN RENOUVELLEMENT DES FRACTURES ?

La révolution keynésienne a marqué durablement l'histoire de la pensée économique. Dans un article du *Time* du 4 février 1966, l'économiste américain monétariste Milton Friedman écrivait : « en un sens nous sommes nous keynésiens aujourd'hui ; en un autre sens, personne n'est plus keynésien. La seconde partie est au moins aussi importante que la première ». Il s'agira ainsi tant d'analyser le renouvellement des idées keynésiennes (A) que celui des défenseurs du libéralisme (B) pour enfin dépasser ce clivage central (C).

A. Le renouvellement keynésien : Keynes trahi ?

1) La domination des idées keynésiennes après-guerre masque la convergence des paradigmes

L'après-guerre marque la consécration des idées keynésiennes en termes de politique économique. L'Etat-providence se développe et les pays mobilisent les instruments monétaire et budgétaire pour agir sur la conjoncture économique. La croissance exceptionnelle des Trente Glorieuses de l'après-guerre aux années 1970 semble valider les thèses keynésiennes.

Pour autant, l'interprétation des idées de Keynes qui domine alors la pensée économique opère un rapprochement entre le paradigme keynésien et le paradigme néoclassique : c'est le courant de la synthèse selon l'appellation de Paul Samuelson³⁰. Pour ce dernier, il n'y a pas d'explication keynésienne ou classique des phénomènes économiques, mais des circonstances où l'économie s'inscrit dans une logique néoclassique (lorsque les prix s'adaptent) et d'autres où elle est dans une logique keynésienne (lorsqu'ils sont rigides). L'enjeu pour l'économiste n'est pas de se rattacher à une école, de se définir par rapport à un ensemble de croyances, mais de poser des diagnostics et de proposer des solutions pragmatiques. Ce courant va être à l'origine des principaux apports théoriques de l'après-guerre.

- **Le modèle IS-LM de John Hicks³¹** (voir cours deuxième année), s'impose comme le cadre d'analyse de l'efficacité des politiques conjoncturelles en économie fermée, en reprenant certains aspects novateurs de la pensée keynésienne (l'interaction entre les variables monétaires et réelles, l'absence de marché du travail équilibré, la trappe à liquidité) tout en conservant une démarche néoclassique (ajustement sur les marchés par les prix, offre de monnaie exogène, rationalité parfaite).
- **La théorie des équilibres à prix fixes**, notamment portée en France par Jean-Paul Bénassy et Edmond Malinvaud, explique le chômage de façon néoclassique et keynésienne en distinguant le court terme (keynésien) et le long terme (néoclassique).

- **La courbe de Phillips.** Les travaux autour de la courbe de Phillips vont notamment imposer l'idée d'un arbitrage entre inflation et chômage qu'il est possible de gérer grâce à la politique conjoncturelle. **Phillips** publie en 1958 une étude sur la **relation entre le taux de chômage et la variation du salaire nominal** en Grande Bretagne de 1861 à 1957³². Il obtient une représentation, appelée « courbe de Phillips » qui présente quatre caractéristiques essentielles :

- Il s'agit d'une relation décroissante : lorsque le taux de chômage est faible, les hausses de salaires sont importantes ; à l'inverse, lorsque le taux de chômage est élevé, les hausses de salaires sont faibles, voire négatives. Cette relation décroissante peut s'expliquer par le pouvoir de négociation des syndicats : lorsque le chômage est élevé, les syndicats ne peuvent obtenir d'augmentations substantielles des salaires.
- La relation n'est pas linéaire : économiquement, cela signifie que la variation des salaires n'est pas constante selon les niveaux de chômage. Lorsque le taux de chômage est élevé, les salaires sont relativement rigides à la baisse (par exemple parce qu'il existe un salaire minimum) ; en revanche, lorsque le taux de chômage est faible, les salaires sont fortement flexibles à la hausse.
- La relation entre taux de chômage et variation des salaires est stable : il s'agit d'une relation continue ; à un taux de chômage donné ne correspond qu'une seule variation du salaire nominal.
- La courbe coupe l'axe des abscisses en un point, correspondant à un taux de chômage de 5,5% : cela signifie que la stabilité des salaires nominaux au Royaume-Uni au cours de la période considérée nécessite 5,5% de chômage. Ce point est dénommé NAWRU (Non-Accelerating Wage Rate of Unemployment).

Prolongeant Phillips, les keynésiens Samuelson et Solow³³ mettent en évidence une relation inverse entre inflation et chômage. **Samuelson et Solow transforment la relation initiale de Phillips en une relation entre taux de chômage et taux d'inflation.** Afin d'opérer le changement d'ordonnée, il est nécessaire d'expliciter la relation qui unit variation des salaires nominaux et variation des prix : dans une logique microéconomique, les hausses de salaires nominaux ne génèrent pas d'inflation si elles correspondent à des gains de productivité. En conséquence, les hausses de salaires sont inflationnistes si elles sont supérieures aux gains de productivité. Samuelson et Solow estiment que les gains de productivité au cours de la période 1861-1857 sont de l'ordre de 3% : pour une hausse des salaires de 3%, l'inflation doit être nulle. Une fois le changement d'ordonnée effectué, on obtient une relation – baptisée courbe de Phillips – qui met en évidence une relation inverse entre chômage et inflation : si le chômage diminue, l'inflation s'accélère ; à l'inverse, si le chômage augmente, l'inflation se ralentit. La courbe de Phillips coupe l'axe des abscisses en un point baptisé NAIRU (Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment) : il s'agit du taux de chômage tel que l'inflation est nulle. A titre d'exemple, si le taux de chômage est de 5,5%, il correspond au NAIRU puisque le taux d'inflation est nul. En revanche, si le taux de chômage diminue à 3%, le taux d'inflation augmente. Cette courbe de Phillips revisitée met en évidence un conflit entre stabilité des prix et plein-emploi que Samuelson qualifie de « cruel dilemme » : le décideur public doit choisir entre un niveau d'emploi élevé, associé à une forte inflation, ou une stabilité des prix, associée à un chômage élevé. Cette courbe constitue l'un des fondements des politiques de relance pratiquées durant les années 1960, à l'image des politiques de *stop and go* mises en œuvre au Royaume-Uni : lorsque le chômage se développe, les pouvoirs publics relancent l'activité, ce qui risque d'entraîner une hausse de l'inflation ; lorsque l'inflation s'accélère, une politique restrictive est menée pour casser l'inflation, ce qui se traduit par une augmentation du chômage.

Document 17 : La courbe de Phillips chez les keynésiens

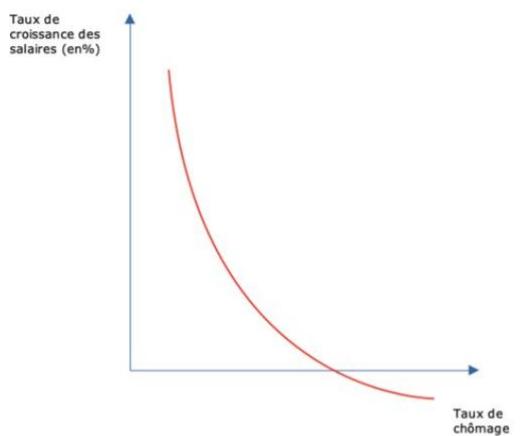


Figure 1. La courbe de Phillips : relation statistique entre le taux de croissance des salaires et le taux de chômage.

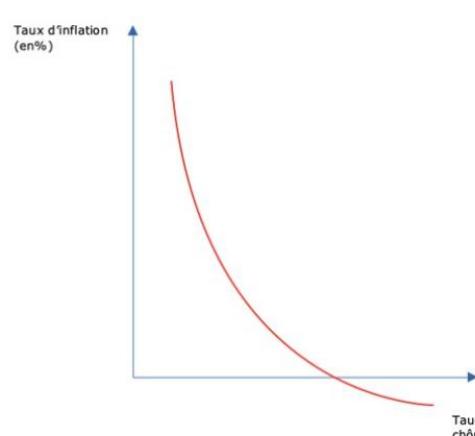


Figure 2. La courbe de Phillips réinterprétée par Samuelson et Solow : possibilité d'un arbitrage entre inflation et chômage

Cette domination n'empêche pas les post-keynésiens, en minorité, de s'opposer à cette synthèse : c'est la « guerre des deux Cambridge ». Ces économistes anglais, parmi lesquels on peut citer Joan Robinson, Nicholas Kaldor, Roy Harrod ou Evsey Domar, refusent toute tentative de synthèse et rejettent les hypothèses de base du raisonnement microéconomique. Ils seront à l'origine des premiers modèles keynésiens de croissance (voir chapitre 7).

2) Les nouveaux keynésiens à partir des années 1980 : une macroéconomie keynésienne microfondée

Depuis les années 1980, les idées keynésiennes trouvent un nouvel essor avec l'émergence de la NEK (nouvelle école keynésienne). Elle réunit des économistes comme Joseph Stiglitz, George Akerlof ou le français Olivier Blanchard.

Ces économistes sont à l'origine d'un nouveau rapprochement entre le paradigme keynésien et le paradigme néoclassique.

- **D'un côté, ils considèrent que les prix ne sont pas parfaitement flexibles** d'où des situations de déséquilibre qui justifient l'intervention de l'Etat. Ils expliquent la rigidité des prix par l'existence de **coûts de catalogue** (*menu costs*) c'est-à-dire des coûts liés au fait de changer les prix (impression des étiquettes, réunions, coups de téléphone, publicités, renégociation des contrats, etc.) et par l'existence de situations **d'asymétries d'information**. Celles-ci surviennent lorsque, dans le cadre d'une transaction, un agent économique détient plus d'informations qu'un autre (voir chapitre 6).
- **D'un autre côté, ils admettent l'hypothèse de rationalité parfaite et adoptent une démarche microéconomique pour expliquer cette rigidité.**

B. La contre-révolution libérale à partir des années 1970

1) Le contexte d'émergence de la contre-révolution libérale

La contre-révolution libérale des années 1970 apparaît dans un contexte inédit de « stagflation ». Ce terme est issu de la contraction de deux phénomènes économiques : la stagnation et l'inflation (hausse du niveau général des prix). Les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 mettent effectivement fin à la croissance exceptionnelle des Trente-Glorieuses en même temps qu'ils provoquent une hausse du niveau général des prix sous les effets en chaîne résultant de l'explosion des prix du pétrole.

Ce contexte met en échec les préconisations keynésiennes en matière de politiques conjoncturelles. Les travaux autour de la courbe de Phillips ont notamment imposé l'idée d'un arbitrage entre inflation et chômage qu'il est possible de gérer grâce à la politique conjoncturelle. Autrement dit, en cas de ralentissement économique causant du chômage, il faut mener une politique de relance qui va se traduire par de l'inflation et inversement en cas de surchauffe. Or, dans les années 1970, il n'y plus arbitrage entre les deux mais les deux phénomènes cohabitent. Les préconisations keynésiennes ne semblent ainsi plus adaptées à la situation.

2) Monétarisme et NEC : les deux principaux courants de la contre-révolution libérale

La pensée libérale se renouvelle d'abord avec le monétarisme. Son principal représentant est Milton Friedman. Ce dernier publie ses travaux dès les années 1950 mais c'est véritablement à partir des années 1970 qu'il recevra un écho et contribuera même à influer la politique économique avec l'arrivée au pouvoir de personnalités qui se revendiquent du monétarisme (Paul Volcker à la tête de la FED, la banque centrale américaine, et Margaret Thatcher, 1^{ère} ministre britannique, en 1979).

En faisant l'hypothèse que les agents ont des anticipations adaptatives, Friedman remet en cause l'efficacité des politiques keynésiennes. Selon lui, les agents forment leurs anticipations sur la base des informations dont ils disposent et des erreurs d'anticipations qu'ils ont commises dans le passé.

- **La politique budgétaire est inefficace** car les agents ne raisonnent pas en termes de revenu courant mais de revenu permanent³⁴ (voir chapitre 1). Ainsi, les acteurs économiques sont moins sensibles à leur revenu instantané qu'au revenu global qu'ils s'attendent à percevoir en cumulé dans leur vie. C'est pourquoi les injections de pouvoir d'achat par l'Etat sont inefficaces du fait des anticipations adaptatives des agents économiques.
- **La politique monétaire est inefficace à long terme** car les agents ne sont victimes d'illusion monétaire qu'à court terme. Autrement dit, ils réalisent à partir d'un certain temps que leur pouvoir d'achat n'a pas augmenté

ce qui annule les effets de la politique de relance. Cela vient remettre en cause la forme de la courbe de Phillips. En effet, Milton Friedman³⁵, en s'appuyant sur le concept d'anticipations adaptatives, va montrer que l'arbitrage entre inflation et chômage existe à court terme mais disparaît sur le long terme. On peut l'illustrer à partir d'un exemple. Supposons que le gouvernement engage une relance monétaire (baisse du taux d'intérêt) qui produit de l'inflation. Celle-ci entraîne une baisse du salaire réel (salaire corrigé de la variation des prix). A court terme cependant, les agents sont victimes de l'illusion monétaire : ils ne s'aperçoivent pas immédiatement que leur salaire réel a baissé ; compte-tenu de cette diminution de salaire réel, les entreprises augmentent leur demande de travail et le taux de chômage baisse en dessous du NAIRU qui correspond à son niveau naturel. A court terme, on obtient bien une relation décroissante entre chômage et inflation. Mais cet arbitrage n'est pas durable : dans un second temps, les agents réalisent que la hausse des prix a diminué leur salaire réel et réclament un ajustement salarial ; le salaire réel retrouve son niveau de départ et l'on revient au taux de chômage naturel mais avec un taux d'inflation plus élevé. Il apparaît donc que la relance est efficace à court terme, mais n'a aucun effet réel à long terme sur le taux de chômage : à long terme, la courbe de Phillips est représentée par une droite verticale. Si un gouvernement souhaite faire baisser durablement le chômage en dessous du taux naturel, il ne peut le faire qu'au prix d'une accélération de l'inflation.

Document 18 : La courbe de Phillips de Friedman

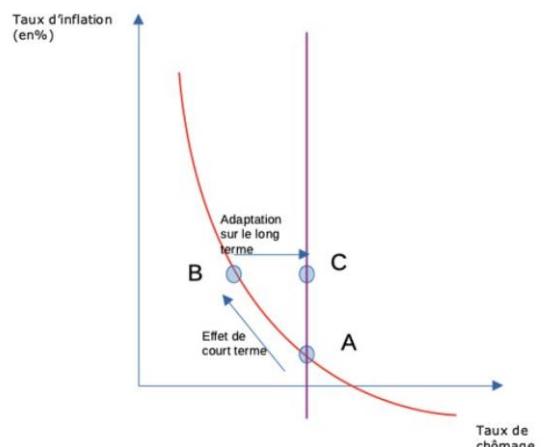


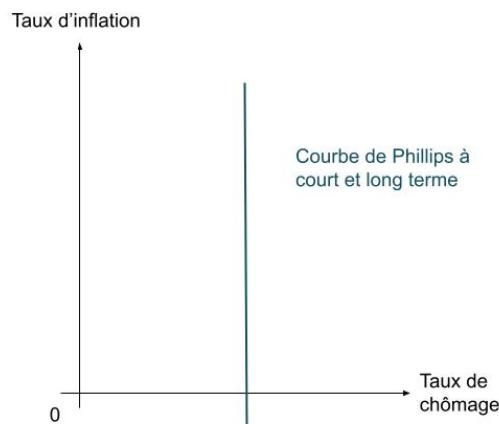
Figure 4. La courbe de Phillips de long terme selon Milton Friedman

La pensée libérale se renouvelle ensuite avec la nouvelle école classique (NEC) dans les années 1980. La NEC a de nombreux représentants parmi lesquels Thomas Sargent et Robert Lucas. L'échec des politiques keynésiennes appliquées pendant les années 1970 a renforcé l'influence de la NEC. Il faudra attendre la crise de 2008 pour voir le grand retour des politiques keynésiennes.

Cette école va plus loin dans sa critique que le monétarisme en se fondant sur l'hypothèse que les anticipations sont rationnelles. Autrement dit, selon eux, les agents prennent en compte toute l'information disponible pour prendre leurs décisions sur la base des enseignements de la théorie néoclassique et n'ont donc aucune raison de se tromper.

- **Les politiques budgétaires de relance sont inefficaces** comme le montre le **théorème d'équivalence Ricardo-Barro**³⁶ : la politique budgétaire de relance génère un besoin de financement de l'Etat qui est parfaitement anticipé par les agents. Anticipant une hausse des prélèvements obligatoires, ils n'augmentent alors pas leur demande ce qui rend inefficace la politique de relance budgétaire.
- **Les politiques monétaires de relance sont toujours inefficaces** car les agents ne sont jamais victimes d'illusion monétaire. La NEC se fonde en effet sur l'hypothèse des anticipations rationnelles. En cas de relance monétaire, ils anticipent parfaitement que leur pouvoir d'achat n'augmente pas ce qui n'a donc pas d'effet sur leur demande. La courbe de Phillips est donc verticale, à court terme comme à long terme. En effet, si les pouvoirs publics mènent une politique monétaire expansive, les agents anticipent immédiatement l'augmentation du taux d'inflation et réclament aussitôt des hausses de salaires : la relance n'a aucun effet sur le chômage, que ce soit à court terme ou à long terme, et se traduit uniquement par une accélération de l'inflation. Le seul moyen de « tromper » les agents consisterait à les « prendre par surprise », en annonçant par exemple une politique de stabilité monétaire tout en procédant à une relance.

Document 19 : La courbe de Phillips de la NEC



C. Au-delà des clivages traditionnels

1) Les hétérodoxes

Au-delà de ce clivage entre libéraux, inspirés des néoclassiques, et interventionnistes, inspirés de Keynes, d'autres écoles sont également qualifiées d'hétérodoxes car elles se situent **au croisement de plusieurs courants** et ont souvent **recours à d'autres sciences sociales** (sociologie, science politique, histoire, etc.). On peut citer :

- **L'institutionnalisme**, notamment porté par **Douglass North** (« prix Nobel d'économie » en 1993), qui insiste sur le rôle des institutions.
- **L'école de la régulation**, notamment portée par **Robert Boyer et Michel Aglietta**, qui cherche à expliquer les crises du capitalisme.
- **L'école des conventions**, notamment portée par **Luc Boltanski et Laurent Thévenot**, qui s'intéresse aux conventions qui permettent de réduire l'incertitude et de stabiliser le système économique.

2) La spécialisation des thèmes de recherche

L'économie contemporaine est fondée sur une spécialisation des thèmes de recherche qui conduit à dépasser le clivage central. Il serait en effet erroné de considérer les développements de la science économique contemporaine sous le seul angle de la concurrence /convergence des paradigmes dans la mesure où nombre d'économistes se définissent plus par leur thème de recherche que par leur appartenance à une « école », pour autant que cette notion ait encore un sens aujourd'hui. Suivant en cela les recommandations d'Adam Smith, les économistes appliquent de plus en plus le principe de la division du travail : les thèmes de recherche se multiplient et les économistes se spécialisent. L'économie industrielle, l'économie de l'environnement, l'économie géographique, l'économie du développement, l'économie des inégalités, l'économie du bonheur, l'économie du travail – pour ne prendre que quelques exemples – sont aujourd'hui constituées en véritable disciplines au sein desquels plusieurs « courants » peuvent s'opposer. Nous l'illustrerons notamment dans le cadre du thème de l'environnement (chapitre 9).

3) Le renouvellement des approches

Le renouvellement des approches conduit également à dépasser ce clivage central. Il est venu des instruments et des méthodes d'analyse qui se sont perfectionnés afin de mieux appréhender la complexité du réel. Cela conduit notamment à un rapprochement avec d'autres disciplines (les mathématiques, les sciences expérimentales, la psychologie, etc.). Sans être exhaustif, on peut citer quelques exemples :

- **La théorie des jeux**, initiée dès les années 1940 par les mathématiciens John von Neumann et Oskar Morgenstern³⁷, et qui a depuis connu une formidable audience en sciences économiques au point de devenir l'un des instruments d'analyse les plus utilisés aujourd'hui. Sans entrer dans les détails, soulignons qu'elle étudie les situations dans lesquelles les agents effectuent des choix en interaction (lorsqu'un petit nombre d'agents doivent prendre individuellement une décision sans connaître celle de leurs partenaires ou adversaires alors même que

celle-ci a une influence sur eux). Les travaux de **John Nash**³⁸, qui lui ont valu le « Prix Nobel d'économie » en 1994, ont notamment conduit à remettre en cause la main invisible d'Adam Smith via le **dilemme du prisonnier**.

- **L'économie comportementale** qui désigne un ensemble de travaux cherchant à montrer le rôle des facteurs psychologiques, cognitifs et émotionnels dans les comportements. Cette branche de l'économie, qui s'est développée dès les années 1960, a permis de mettre en évidence l'existence de **biais cognitifs** qui affectent la procédure de décision et permet de dépasser le modèle de l'homo-oeconomicus. On peut citer notamment les travaux du psychologue Daniel Kahneman³⁹, « prix Nobel d'économie » en 2002, qui s'appuie sur des expériences en laboratoire ou ceux sur les nudges (« coup de coude ») de Richard Thaler⁴⁰, « prix Nobel d'économie » en 2017.
- **L'économie expérimentale** qui réunit des économistes qui utilisent l'expérimentation en économie. Cette branche s'est beaucoup développée ces dernières années au point que Pierre Cahuc et André Zylberberg⁴¹ dans leur ouvrage de 2016 écrivaient : « *depuis plus de trois décennies, l'économie est devenue une science expérimentale dans le sens plein du terme comme la physique, la biologie, la médecine ou la climatologie* ». On peut distinguer plusieurs types d'expériences.
 - **Les expériences en laboratoire**, comme celles de Daniel Kahneman.
 - **Les expériences aléatoires ou randomisées** de Michael Kremer, Abhijit Banerjee et Esther Duflo. Celles-ci consistent à sélectionner dans une population deux ou plusieurs échantillons tirés au hasard puis à tester sur l'un des échantillons un dispositif et à comparer la situation avec l'autre groupe (groupe-test ou groupe de contrôle) qui n'a pas été concerné par ce dispositif. Il s'agit donc de se rapprocher, grâce à la loi des grands nombres, d'une analyse toutes choses égales par ailleurs. Si les échantillons sont correctement constitués, ils sont tous les deux représentatifs de la population globale que l'on souhaite étudier et ne diffèrent que par le dispositif qui est testé. Cette méthode permet notamment de tester l'efficacité et l'efficience d'une politique économique, sanitaire, éducative, etc. avant sa généralisation éventuelle.
 - **Les expériences naturelles** comme David Card. Une expérience naturelle est un événement qui crée de façon non intentionnelle une situation analogue à celle qu'aurait produite une expérience contrôlée par les chercheurs (avec la constitution de deux échantillons).

REFERENCES

- ¹ Jacques Boncoeur et Hervé Thouément, *Histoire des idées économiques* (1989)
- ² Eli Heckscher, *Le mercantilisme* (1931)
- ³ Joseph A. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique* (1954)
- ⁴ Antoine de Montchrestien, *Traité d'économie politique* (1615)
- ⁵ Jean Bodin, *Réponse de Jean Bodin à M. de Mastroit* (1568)
- ⁶ Thomas Mun, *England's treasure by forraign trade* (1664)
- ⁷ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936)
- ⁸ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776)
- ⁹ François Quesnay, *Tableau économique* (1758)
- ¹⁰ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776)
- ¹¹ Aristote, *L'Ethique à Nicomaque* (IVe siècle avant Jésus-Christ)
- ¹² Etienne Bonnot de Condillac, *Le commerce et le Gouvernement considérés relativement l'un à l'autre* (1776)
- ¹³ David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817)
- ¹⁴ Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe de population* (1798)
- ¹⁵ Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique* (1803)
- ¹⁶ Karl Marx, *Le Capital* (1867)
- ¹⁷ Léon Walras, *Principes d'économie pure* (1874)
- ¹⁸ Vilfredo Pareto, *Manuel d'économie politique* (1906)
- ¹⁹ Stanley Jevons, *The Theory of Political Economy* (1871)
- ²⁰ Alfred Marshall, *Principes d'économie politique* (1906)
- ²¹ Arthur C. Pigou, *Economie du bien-être* (1920)
- ²² Carl Menger, *Principes d'économie politique* (1871)
- ²³ Joseph Aloïs Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique* (1911)
- ²⁴ Friedrich Hayek, *La route de la servitude* (1944)
- ²⁵ Jacques Rueff, « Les variations du chômage en Angleterre », *Revue politique et parlementaire* (1925)
- ²⁶ Arthur C. Pigou, *La théorie du chômage* (1933)
- ²⁷ Lionel Robbins, *La grande dépression 1929-1934* (1935)
- ²⁸ Frank Knight, *Risk, Uncertainty and Profit* (1921)
- ²⁹ John M. Keynes, *Thomas Robert Malthus : The First of The Cambridge Economists* (1933)
- ³⁰ Paul Samuelson, *Fondements de l'analyse économique* (1947)
- ³¹ John Hicks, « Mr. Keynes and the « Classics ». A Suggested Interpretation », *Econometrica* (1937)
- ³² William Phillips, « The Relation between Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the United Kingdom, 1861-1957 », *Economica* (1958)
- ³³ Paul Samuelson et Robert Solow, « Analytical Aspects of Anti-Inflation Policy », *The American Economic Review* (1960)
- ³⁴ Milton Friedman, « A theory of the Consumption function », *National Bureau of Economic Research* (1963)
- ³⁵ Milton Friedman, « The Role of Monetary Policy », *The American Economic Review* (1968)
- ³⁶ Robert Barro, « Are Government Bonds Net Wealth », *The Journal of Political Economy* (1974)
- ³⁷ John von Neumann et Oskar Morgenstern, *Theory of Games and Economic Behavior* (1944)
- ³⁸ John Nash, *Non-Cooperative Games* (1950)
- ³⁹ Daniel Kahneman, *Système 1, Système 2. Les deux vitesses de la pensée* (2011)
- ⁴⁰ Richard Thaler, *Nudge* (2008)
- ⁴¹ Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le Négationnisme économique* (2016)